



**mission  
inclusion**

**Revue de presse  
1<sup>er</sup> au 15 mars 2023**



## Table des matières

<b>Mission inclusion</b> .....	<b>4</b>
<b>FAVORISER UNE ECONOMIE BLEUE</b>	<b>5</b>
le Devoir – 4 mars 2023 – p. D9 .....	5
<b>PHILANTHROPIE: UN SCÉNARIO GAGNANT-GAGNANT</b>	<b>8</b>
Le Grenier aux Nouvelles – 13 mars 2023 – site web .....	8
<b>Champs d'action au Québec</b> .....	<b>10</b>
<b>LOGEMENTS A LOUER : JUSQU'A 23% PLUS CHER</b>	<b>11</b>
La Tribune – 1 <sup>er</sup> mars 2023 – site web .....	11
<b>UN MOIS POUR TOUCHER 500 \$</b>	<b>13</b>
La Presse+ (La Presse) – 2 mars 2023 - AFFAIRES_14 .....	13
<b>ITINERANCE : METTRE EN PLACE LES MESURES NECESSAIRES</b>	<b>15</b>
La Presse+ (La Presse) - 2 mars 2023 - p. DÉBATS_7 .....	15
<b>LOGEMENT SOCIAL: «ÇA NE FONCTIONNE PLUS»</b>	<b>17</b>
Le Quotidien – 3 mars 2023 – site web .....	17
<b>DES ITINERANTS BIENTOT EVINCES DE LEUR CAMPEMENT</b>	<b>20</b>
La Presse+ (La Presse) – 4 mars 2023 - page actualités_11 .....	20
<b>UN HOTEL DU VILLAGE TRANSFORME POUR LOGER DES FEMMES EN SITUATION D'ITINERANCE</b>	<b>23</b>
Le Journal de Montréal – 7 mars 2023 – site web.....	23
TVA Nouvelles – 7 mars 2023 – site web.....	23
<b>CHANTIER AU METRO : UNE INCIDENCE SUR LES PERSONNES EN SITUATION D'ITINERANCE</b>	<b>25</b>
Le Courrier du Sud - 10 mars 2023 – site web .....	25
<b>PAS DE REPIT POUR MONTREAL-NORD</b>	<b>27</b>
La Presse+ (La Presse) - 11 mars 2023 - p. ACTUALITÉS_2 .....	27
<b>LOGEMENTS ABORDABLES: LES MINIMAISONS COMME SOLUTION</b>	<b>34</b>
Le Droit – 12 mars 2023 – site web .....	34
<b>« BENEVOLER » POUR AIDER LES AUTRES, MAIS AUSSI SOI-MEME</b>	<b>37</b>
Radio-Canada – 12 mars 2023 – site web .....	37
<b>VIRAGE NECESSAIRE POUR ARRIVER A L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE</b>	<b>41</b>
Journal Le Nord – 15 mars 2023 – p. 12 .....	41
<b>SANTE MENTALE : « ATTENTION A LA STIGMATISATION », DISENT DES EXPERTS</b>	<b>43</b>
Radio-Canada – 15 mars 2023 – site web .....	43
<b>DEMANDES D'AIDE ALIMENTAIRE : DES DELAIS REGRETTABLES, UNE SITUATION EVITABLE A DRUMMONDVILLE</b>	<b>45</b>
Vingt55 – 16 mars 2023.....	45
<b>Champs d'action à l'international</b> .....	<b>46</b>
<b>INDE: REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES PAYS DU G2047</b>	



MSN – 2 mars 2023 – site web.....	47
<b>BURKINA FASO : PLAN INTERNATIONAL PLAIDE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>	<b>48</b>
Burkina 24 – 9 mars 2023 – site web .....	48
<b>TIGRE: BLINKEN APPELLE A DETERMINER LES RESPONSABILITES DANS LES ATROCITES</b>	<b>50</b>
TV5 Monde – 15 mars 2023 – site web .....	50
<b>Actualité à surveiller.....</b>	<b>52</b>
<b>RIEN A SIGNALER</b>	<b>53</b>



**Mission inclusion**



# FAVORISER UNE ECONOMIE BLEUE

LE DEVOIR – 4 MARS 2023 – P. D9

PAR : PASCALINE DAVID

<https://www.ledevoir.com/environnement/783683/-favoriser-une-economie-bleue>



Favoriser une économie bleue

La protection de nos océans et de la biodiversité qu'ils abritent est primordiale dans la lutte contre les conséquences du changement climatique. En collaboration avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'organisme Mission inclusion promeut l'autonomisation des femmes dans la gestion durable des ressources marines et côtières de l'océan Indien occidental.

**PASCALINE DAVID**  
COLLABORATRICE (UICN)  
« Grande Muraille bleue » Cette initiative vise à créer des zones marines interconnectées, protégées et conservées pour contrer les effets du changement climatique. Le projet conjoint de l'UICN et de Mission Inclusion, Paysages marins régénérateurs pour les personnes, le climat et la nature, répond à cet appel.

LEADERSHIP AU FEMININ | LES SCIENCES ET TECHNOLOGIES 2022 | L'ÉCOLOGIE | 59

Madagascar et aux Comores, qui font actuellement face à une déforestation de plus en plus importante. L'UICN se consacrera à la conservation de la biodiversité et à la gestion durable d'aires marines protégées. Ces zones marines interconnectées, protégées et conservées pour contrer les effets du changement climatique. Le projet conjoint de l'UICN et de Mission Inclusion, Paysages marins régénérateurs pour les personnes, le climat et la nature, répond à cet appel.

**Sensibiliser les Québécois**  
L'organisme Mission inclusion promeut l'autonomisation des femmes dans la gestion durable des ressources marines et côtières de l'océan Indien occidental. En collaboration avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'organisme Mission inclusion promeut l'autonomisation des femmes dans la gestion durable des ressources marines et côtières de l'océan Indien occidental.



La protection de nos océans et de la biodiversité qu'ils abritent est primordiale dans la lutte contre les conséquences du changement climatique. En collaboration avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'organisme Mission inclusion promeut l'autonomisation des femmes dans la gestion durable des ressources marines et côtières de l'océan Indien occidental.

Lors de la COP27, plusieurs leaders africains ont lancé un appel afin de soutenir plus solidement la «Grande Muraille bleue». Cette initiative vise à créer des zones marines interconnectées, protégées et conservées pour contrer les effets du changement climatique dans la région de l'océan Indien occidental. Le projet conjoint de l'UICN et de Mission Inclusion, Paysages marins régénérateurs pour les personnes, le climat et la nature, répond à cet appel.

Il sera déployé dans des zones côtières et marines au Kenya, en Tanzanie, au Mozambique, à Madagascar et aux Comores, qui font notamment face à une diminution des stocks de poissons. L'UICN se consacrera à la conservation de la biodiversité et à la gestion durable d'aires marines protégées. Ces espaces sont souvent délimités autour de récifs coralliens, de mangroves et



d'herbiers, qui abritent de riches écosystèmes menacés par la pression exercée par les activités humaines.

De son côté, Mission inclusion travaillera avec ses partenaires locaux afin de renforcer les compétences des femmes et des jeunes en entrepreneuriat bleu. «On veut accroître l'accès des femmes à des opportunités dans le secteur de l'économie bleue, lance Geneviève Gauthier, directrice de la programmation internationale. L'idée est qu'elles aient plus d'outils, notamment en matière de plaidoyer, pour défendre leurs droits.» Des ateliers d'échanges seront offerts pour les aider à prendre confiance en leur voix, et l'accès à des prêts ou subventions sera facilité. Des formations seront également offertes sur les thèmes de la gestion durable de micro ou petites entreprises. «Il y aura aussi des opportunités pour des cohortes de femmes de participer à des incubateurs mis sur pied par des partenaires locaux et dédiés à des projets de plus grandes entreprises», ajoute Mme Gauthier.

Des solutions fondées sur la nature Pour Mission Inclusion et l'UICN, le but est d'implanter des solutions fondées sur la nature qui répondent aux besoins des communautés locales. Les écosystèmes marins fournissent en effet de nombreux services aux communautés côtières dans le monde. Par l'entremise de la pêche et de l'aquaculture, ils sont aussi une source de revenus pour des centaines de millions de personnes, en particulier pour les familles à faible revenu.

«Les communautés côtières dépendent énormément des ressources naturelles influencées par les changements climatiques, d'où l'importance de favoriser une économie bleue», souligne Geneviève Gauthier. La Banque mondiale définit ce concept comme «l'utilisation durable des ressources océaniques pour la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et l'emploi, tout en préservant la santé de l'écosystème océanique».

Les Nations unies estiment qu'une économie bleue incarne les trois piliers de la durabilité:environnemental, économique et social. Le terme implique ainsi une dimension durable, mais aussi inclusive et résiliente aux changements climatiques. «La pêche commerciale est souvent réservée aux hommes, tandis que les femmes et les jeunes sont aux prises avec des chaînes de valeurs beaucoup moins payantes», poursuit Mme Gauthier.

Dans cette optique d'inclusion, le projet devrait bénéficier à 225 000 femmes, 112 500 hommes, incluant des jeunes, et à 12 500 personnes en situation de vulnérabilité et de marginalisation, notamment des personnes vivant avec un handicap, des groupes ethniques et religieux minoritaires et des personnes déplacées ou migrantes.

Sensibiliser les Québécois Immenses puits de carbone, les océans sont l'un des principaux réservoirs de la biodiversité dans le monde, abritant quelque 250 000 espèces connues. Ils fournissent la moitié de l'oxygène que nous respirons et absorbent environ un quart des émissions de dioxyde de carbone produites par l'humain dans l'atmosphère par an.

Au Québec, Mission inclusion sensibilisera également le public à l'importance de la conservation des océans pour lutter contre la crise climatique. Si les catastrophes naturelles sont mieux connues à titre d'impacts des changements climatiques, il est primordial pour l'organisme de mettre en lumière les conséquences sociales et économiques de la crise.

«Voir que les différents gouvernements veulent investir à la question de l'adaptation aux changements climatiques, c'est encourageant», s'enthousiasme Geneviève Gauthier. Le projet



bénéficie d'une aide de 30 millions de dollars sur trois ans dans le cadre des Partenariats pour le climat du gouvernement canadien.

La pêche commerciale est souvent réservée aux hommes, tandis que les femmes et les jeunes sont aux prises avec des chaînes de valeurs beaucoup moins payantes»

[Retour à la table des matières](#)



## PHILANTHROPIE: UN SCÉNARIO GAGNANT-GAGNANT

LE GRENIER AUX NOUVELLES – 13 MARS 2023 – SITE WEB

Par : Nadine Ménard (Présidente, SUITE22 Événements)

<https://www.grenier.qc.ca/chroniques/33474/philanthropie-un-scenario-gagnant-gagnant#:~:text=L'implication%20sociale%20fait%20partie,les%20organismes%20ou%20%C3%A9v%C3%A9nements%20s%C3%A9lectionn%C3%A9s.>

L'implication sociale fait partie intégrante des responsabilités de tout entrepreneur. Il importe de cibler adéquatement les causes soutenues et de mobiliser son réseau de contacts pour soutenir au mieux les organismes ou événements sélectionnés. Cela représente souvent peu pour la direction, mais fait une énorme différence pour la société.

Lorsqu'on m'a demandé d'être ambassadrice de la dixième édition de Pédalons pour l'inclusion au profit des familles vulnérables du Québec, je n'ai pas hésité. L'activité-bénéfice, organisée par Mission inclusion dans le cadre du Défi métropolitain de Vélo Québec, correspondait en tous points à mes valeurs personnelles et d'entreprise. Je suis une adepte des sports en plein air et je pratique le vélo sur une base régulière. Comme tout le monde, j'ai dû, à certains moments de ma vie, me retrousser les manches pour faire face à mes obligations.

Lorsqu'une entreprise s'implique socialement dans sa communauté, elle bénéficie de nombreuses retombées positives. L'image de marque gagne en réputation. Les employés ressentent un sentiment de fierté et d'appartenance plus grand. Cela fidélise des clients et permet de se démarquer des concurrents. Mais surtout, l'implication sociale offre un sentiment d'utilité et de bien-être à qui en fait son cheval de bataille.

L'implication peut prendre diverses formes allant du bénévolat, en passant par les contributions financières sous forme de don ou commandite jusqu'au partenariat pur et dur. Vous pouvez déterminer une ou des journées à l'agenda annuel et déployer vos employés pour offrir de leur temps dans un organisme local. Si un employé a fait face à certaines difficultés dans la dernière année (problèmes financiers, suicide d'un proche, santé mentale, cancer) et qu'un organisme vient en aide aux gens se trouvant dans une situation similaire, le geste aura une portée encore plus grande. Quant au partenariat, l'idéal est de contacter l'OBNL désiré et de demander quels sont ses besoins. Vous pourriez accueillir des bénéficiaires en stage ou créer des parrainages entre vos employés et la population desservie par l'organisme ciblé, prêter des locaux ou siéger sur le conseil d'administration de l'OBNL. Le mentorat sous toutes ses formes est aussi très apprécié des organismes qui manquent souvent de personnel ou de temps pour former leurs employés.

Dans la grande région de Montréal, Centraide, entre autres, aide à arrimer entreprises et organismes dans le besoin. N'hésitez pas à les contacter.

Il importe de ne pas être qu'opportuniste, mais bien de soutenir une cause qui vous touche personnellement. Un soutien sur le long terme est préférable à une aide ponctuelle qui ne se répète pas. Prenez le temps d'évaluer les besoins de la communauté que vous desservez et les ressources dont vous disposez. Ayez la générosité d'ouvrir votre carnet de contacts à l'organisme aidé. Votre action pourrait faire boule de neige. À titre de dirigeant d'entreprise, vous bénéficiez de nombreuses plates-formes où vous faire valoir. Mettez-les à la disposition de l'organisme aidé.





Et si le cœur vous en dit, rejoignez-vous à moi le dimanche 28 mai 2023 pour la 10e édition de Pédalons pour l'inclusion !

Pour cibler les causes que vous pourriez soutenir, promouvoir vos commandites ou créer un événement de levée de fond, faites appel à une agence événementielle qui pourra vous épauler. L'équipe de SUITE22 Événements se fera un plaisir de vous conseiller. Communiquez avec Nadine Ménard au [nadine@suite22evenements.com](mailto:nadine@suite22evenements.com)

—

Nadine Ménard est la tête créative et propriétaire de SUITE22 Événements, l'agence qui facilite et optimise l'idéation, la réalisation et le rayonnement de vos événements corporatifs de toutes sortes.

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action au Québec**



## **LOGEMENTS A LOUER : JUSQU'À 23% PLUS CHER**

LA TRIBUNE – 1<sup>ER</sup> MARS 2023 – SITE WEB

Par : Mickaël Bergeron

<https://www.latribune.ca/2023/03/01/logements-a-louer--jusqua-23-plus-cher-b0145165688abbbadafaeadb9345a1b>

La hausse des loyers disponibles continue à Sherbrooke, comme ailleurs au Québec. Il faut maintenant déboursier, en moyenne, plus de 1000\$ pour louer un 3 et demi et plus de 1300\$ pour un 4 et demi.

Si Sherbrooke a longtemps eu la réputation d'être abordable, cette époque est définitivement révolue. Si le marché demeure moins cher qu'à Montréal, les offres ressemblent à ce qu'on peut trouver à Québec.

Si vous recherchez un logement pour l'été prochain, voici le portrait en cette fin février. Sur les petites annonces sur Kijiji, le prix moyen pour un studio ou logement un et demi est de 712\$, un logement deux et demi 778\$, un logement trois et demi 1013\$, un logement 4 et demi 1338\$ et un logement 5 et demi 1590\$.

Selon le type de logement, les prix ont en moyenne augmenté de 8% à 23% en une seule année. Depuis deux ans, on note à Sherbrooke des hausses allant de 23% à 31%, pour une moyenne globale de 28%. Ce qui est beaucoup plus que l'inflation.

Cet exercice est limité, mais il ressemble aux données analysées par le Regroupement des comités logement et associations des locataires du Québec (RCLALQ). En 2022, dans le même genre d'exercice, il était possible d'observer une hausse moyenne de 16% par rapport à 2021, alors que le RCLALQ a noté une hausse de 13% pour la même période .

L'arrivée de plusieurs nouvelles constructions explique en partie l'augmentation du prix moyen, on observe aussi beaucoup de logements «entièrement rénovés».

Ce ne sont malheureusement pas tous les propriétaires qui essaient de limiter les effets de l'inflation, certains y voient une occasion de monter les prix et font des rénovictions.

Si l'année 2022 en était une où des logements luxueux tiraient la moyenne vers le haut, cet hiver, on voit plutôt un noyau se former autour du prix moyen. Les prix les plus élevés n'ont pas tant bougé, mais les prix les plus bas, eux, ont grimpé.

Concrètement, ça signifie encore moins de logements abordables. Les logements abordables – selon les capacités de payer – sont devenus rares.

Au moment de consulter les annonces ce mois-ci, seulement 15% des offres de 4 et demi étaient sous la barre des 1000\$, alors que c'était environ 40% en février 2022.

Bien que la moyenne des 4 et demi soit cet hiver à 1338\$, la moitié des logements de cette catégorie est au-dessus de 1400\$.



Pour être capable de se payer un 4 et demi sans nuire à son budget – sans dépasser 30% de son revenu –, il faut gagner au moins 53 000\$. Et plus de 40 000\$ pour un 3 et demi, ce qui signifie un salaire de 19,50\$ l'heure, 40h par semaine.

Une personne au salaire minimum, 15,25\$ l'heure à partir du 1er mai, ne peut se permettre plus qu'un logement d'une ou deux pièces, dont la moyenne varie de 718\$ à 778\$ par mois. Sauf que bonne chance pour en trouver un, ce type de logements ne correspond qu'à 8% des petites annonces épluchées le 27 février.

Les plus fortes augmentations dans l'offre de logements concernent d'ailleurs les petits logements d'une ou deux pièces, avec des hausses d'environ 23%. Depuis 2021, les deux et demi ont augmenté de 29%, soit de 554\$ à 778\$.

Pour illustrer à quel point les prix ont monté, le prix moyen pour un logement deux et demi en 2023 correspond à celui d'un trois et demi en 2021 (737\$). Les trois et demi affichent maintenant des prix qui correspondaient davantage à ceux d'un logement avec deux chambres il y a deux ans.

Bref, depuis deux ans, pour le même budget, on a un logement avec une pièce en moins.

Pour les familles à faibles revenus, les choix sont difficiles : demeurer dans un logement insalubre ou inadéquat mais abordable, déménager dans un logement décent mais trop cher ou respecter son budget mais s'entasser dans un logement trop petit pour la famille.

Avec un taux d'inoccupation encore sous les 1%, avec des augmentations du marché aussi élevées, on peut s'attendre, encore une fois, à une crise le 1er juillet prochain.

Le premier ministre François Legault a soutenu en chambre que son gouvernement est un de ceux qui en ont fait le plus pour le logement au Québec. Pourtant, la crise du logement ne fait qu'empirer.

[Retour à la table des matières](#)



## UN MOIS POUR TOUCHER 500 \$

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 2 MARS 2023 - AFFAIRES\_14

Par : André Dubuc

<https://www.lapresse.ca/affaires/finances-personnelles/2023-03-01/un-mois-pour-toucher-500.php#:~:text=Dubuc%20La%20Presse-.Depuis%20le%201er%20d%C3%A9cembre%20dernier%2C%20Ottawa%20offre%20500%20%24%20aux,35%20000%20%24%20pour%20une%20famille.>

Les gouvernants ont le don de rendre compliqué l'accès aux aides destinées aux plus démunis. On en a un exemple de plus avec le supplément unique au programme d'allocation canadienne pour le logement, une initiative récente du gouvernement fédéral.

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre dernier, Ottawa offre 500 \$ aux gens de 15 ans et plus qui consacrent plus de 30 % de leur revenu net à se loger. Ils doivent gagner moins de 20 000 \$ par an pour une personne seule et moins de 35 000 \$ pour une famille.

Une façon de compenser les hausses salées de loyer, mais encore faut-il le savoir.

Non seulement, l'aide non imposable est méconnue, mais la date limite pour faire la demande est de plus fixée au 31 mars, soit bien avant que bien des gens rencontrent leur préparateur de déclarations de revenus, qui, lui, pourrait leur signaler l'existence de la mesure.

« Dès que la mesure a été adoptée, j'ai reçu des appels d'organismes d'aide en logement ici, à Longueuil, qui prévoient déjà que les gens auraient du mal, un, à avoir accès à l'information et, deux, à remplir la demande, dit le député bloquiste Denis Trudel, porte-parole sur les questions de logement. Il n'y a pas d'habitude chez les Québécois de faire des demandes au fédéral pour des aides au logement », fait-il remarquer.

Extension demandée

Le député de Longueuil-Saint-Hubert va écrire d'ici la fin de la semaine au ministre du Logement Ahmed Hussen pour demander une extension de trois mois à la date limite du 31 mars.

Pour le moment, le ministre ne semble pas vouloir bouger. « Comme il reste moins de six semaines pour faire une demande, nous encourageons les locataires à profiter de ce complément unique et à vérifier s'ils sont admissibles », a répondu par courriel son cabinet à l'idée de reporter la date butoir.

Pour obtenir le supplément, le contribuable doit faire une demande en ligne en allant à « mon dossier » ou encore au téléphone en joignant l'Agence de revenu du Canada.

Un professeur de fiscalité s'interroge sur le bien-fondé d'une échéance si rapprochée.

« Je suis d'avis que la période de demande aurait néanmoins pu être étendue jusqu'à la fin de la période de production de la déclaration de revenus afin que les préparateurs d'impôts et organismes d'aide (ex. ACEF) puissent donner l'information aux contribuables, dit Tommy Gagné-Dubé, professeur adjoint au département de fiscalité de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke.



Il émet l'hypothèse que la date du 31 mars a été retenue parce qu'elle coïncidait avec la date de fin d'exercice financier du gouvernement du Canada.

La professeure en gestion politique de l'Université Carleton, Jennifer Robson, a cosigné une étude en septembre 2020 démontrant qu'entre 10 et 12 % des personnes en âge de travailler, souvent des gagne-petit, ne soumettaient pas de déclaration de revenus, faisant ainsi économiser au gouvernement fédéral 1,7 milliard de dollars en prestations non réclamées.

[Retour à la table des matières](#)



## **ITINERANCE : METTRE EN PLACE LES MESURES NECESSAIRES**

LA PRESSE+ (LA PRESSE) - 2 MARS 2023 - P. DÉBATS\_7

Par : Serge Lareault, Commissaire aux personnes en situation d'itinérance, Ville de Montréal  
<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2023-03-02/itinérance/mettre-en-place-les-mesures-necessaires.php>

Pourquoi ne semble-t-il jamais y avoir assez de services pour les personnes de la rue ? Bon nombre de Montréalaises et de Montréalais se posent cette question, souvent découragés face à ce qui semble être une crise perpétuelle et qui empire. Pourtant, l'itinérance n'a jamais suscité autant d'attention, de débats et d'actions pour y trouver des solutions.

L'itinérance affecte l'ensemble des Montréalais qui assistent, impuissants, à une crise qui touche les plus défavorisés de notre société. Plus que jamais, les villes sont amenées à agir pour mettre en place différents services et pour répondre aux enjeux dans l'espace public, où la cohabitation sociale devient de plus en plus difficile. La Ville de Montréal, de son côté, a prêté main-forte aux organismes venant en aide aux plus vulnérables en doublant le budget qui leur est dédié. La Ville a aussi redoublé d'efforts pour mieux accompagner les citoyens, en favorisant la cohabitation par la mise en place d'équipes de médiation comme l'Équipe mobile en intervention et médiation sociale (EMMIS), une première pour une municipalité du Québec.

Ces efforts doivent aller de pair avec du soutien communautaire et une aide à la stabilisation des personnes. Par le biais de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), les villes se tournent vers Québec et Ottawa pour de l'aide en santé et en services sociaux, en hébergement avec des services adaptés en santé mentale et en dépendance et en logement avec soutien communautaire. C'est la clé pour briser le cycle de l'itinérance. Mais les villes ne pourront pas y arriver seules, c'est l'affaire de tous les ordres de gouvernement, qui doivent travailler de concert, chacun dans leurs champs de compétence, et de façon coordonnée.

Quand cela arrive, des résultats concrets suivent. C'est ainsi que nous avons assisté récemment à l'ouverture du nouveau centre d'hébergement permanent pour personnes autochtones en situation d'itinérance de l'organisme Projets Autochtones du Québec et à l'inauguration des logements pour femmes en situation d'itinérance du projet Les voisines de Lartigue, de l'organisme Mission Old Brewery, en février.

### Le réseau d'hébergement d'urgence

La fin de semaine dernière, pour la deuxième fois en un mois, l'agglomération de Montréal a agi afin de s'assurer de protéger les personnes les plus vulnérables pendant une période de froid intense. Des mesures ont été prises, des sites temporaires ont été ouverts en un temps record. La situation du débordement des refuges est entrée dans les critères de sinistres, au même titre qu'une inondation ou un incendie majeur. Si des dizaines de personnes ont été hébergées à cette occasion, en plein hiver, cette mesure d'urgence nous rappelle aussi l'importance d'assurer un réseau d'hébergement à l'année, qui correspond aux besoins de l'itinérance dans la métropole.

Des efforts sans précédent ont été accomplis au cours des dernières années avec le réseau de la santé et le milieu communautaire pour renforcer le réseau d'hébergement d'urgence. Le nombre de places est passé de 900, en 2019, à 1600, en 2022. Nous sommes plus près que jamais d'un réseau suffisant à la demande, mais il reste encore un travail important à effectuer.



À l'instar de Toronto et d'Ottawa, Montréal a besoin de refuges adaptés à une clientèle qui a des besoins spécifiques en santé mentale ou en dépendance, mais aussi pour les personnes âgées ou jeunes, LGBTQ2+, femmes en situation d'itinérance cachée ou encore autochtones très vulnérables. Une réelle planification des besoins et des services d'hébergement, en lien avec la santé mentale et la dépendance, doit être faite par le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que les partenaires communautaires en itinérance et la Ville.

#### Augmenter l'accès au logement pour réduire l'urgence

Un réseau d'hébergement conforme aux besoins doit aller de pair avec des mécanismes fonctionnels favorisant la sortie des refuges. Sans accès à des logements adaptés et sécuritaires, avec du soutien communautaire, le recours aux refuges est condamné à augmenter sans cesse. Ce phénomène est d'ailleurs observé dans d'autres villes, telles que Toronto, qui compte, à l'hiver 2022-2023, plus de 9000 places d'urgence. À Montréal, des centaines de personnes sont stabilisées dans des refuges, mais elles attendent souvent plus d'un an avant d'être admissibles aux programmes et d'accéder à un logement disponible, où des services adaptés visant la réinsertion sont offerts. Les listes d'attente peuvent être longues.

Au Québec, la création de logements sociaux tourne encore au ralenti. Les programmes du gouvernement du Québec pour la construction et la viabilité des projets par le soutien communautaire et l'accompagnement des personnes demeurent sous-financés et d'une complexité qui décourage un grand nombre d'organismes, qui ne tentent plus de mettre sur pied des projets de construction. Une simplification des processus administratifs et un financement suffisant sont plus que jamais nécessaires.

Il ne s'agit pas d'une mission impossible que de réduire l'itinérance et l'urgence qui y est associée. Mais pour y arriver, il faut planifier et coordonner les services d'hébergement et de logement, en lien avec des services sociaux et des soins de santé. Il s'agit là d'un impératif.

[Retour à la table des matières](#)





## **LOGEMENT SOCIAL: «ÇA NE FONCTIONNE PLUS»**

LE QUOTIDIEN – 3 MARS 2023 – SITE WEB

Par : Dave Ainsley

<https://www.lequotidien.com/2023/03/02/logement-social-ca-ne-fonctionne-plus-12f664e4dd916ecd8753418571759dbb>

«Ça ne fonctionne plus», résume le directeur général de la Fédération régionale d'OSBL d'habitation du Québec, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Chibougamau-Chapais et Côte-Nord (FROH), Michel St-Gelais, sur la situation des logements communautaires dans la région et partout au Québec.

Au moment où le gouvernement provincial a décidé de laisser tomber le programme de construction de logements sociaux AccèsLogis en raison des lenteurs administratives, pour le remplacer par le Programme d'Habitation Abordable Québec (PHAQ), ce qui est décrié sur plusieurs tribunes, l'organisme a publié un communiqué conjoint avec le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) afin que le financement soit débloqué afin de répondre aux besoins de la population.

« Ça ne fonctionne plus. C'est simple, on a trop attendu. Ça fait des années qu'on prédit ce qui se produit en ce moment et que nous ne sommes pas entendus. Maintenant, il faut mettre les égos de côté, cesser de blâmer le milieu et agir pour loger les Québécois les plus vulnérables », mentionne Michel St-Gelais.

Selon le directeur général, des milliers de logements sociaux sont prêts à être construits, mais demeurent coincés dans l'appareil gouvernemental, faute de financement. La ministre responsable de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, tenait sensiblement le même discours la semaine dernière pour expliquer la fin du programme AccèsLogis. À cela s'ajoute une crise dans le secteurs des résidences pour aînés communautaires, dont le Québec compte environ 200 et qui se retrouvent dans une situation fragile, faute de soutien de l'État, spécialement dans les petites municipalités en région, explique Michel St-Gelais.

« Depuis des années on annonce des unités mais on ne les livre pas. C'est de la poudre aux yeux et ç'a assez duré », dénonce Michel St-Gelais, ajoutant que cette inaction a non seulement occasionné de l'attente, mais également une augmentation importante des coûts de construction avec l'inflation et la hausse des taux d'intérêt.

Michel Saint-Gelais

La création de logements à but non lucratif est la seule façon de faire fléchir les prix et de maintenir l'abordabilité des logements à long terme. Il y a unanimité des acteurs sociaux et économiques pour revendiquer la construction de logements sociaux et communautaires. Le marché locatif conventionnel n'est pas la solution, contrairement à ce que semble penser la nouvelle ministre Duranceau.

Les dirigeants de la RQOH ont fait part de leurs doléances pré-budgétaires dans un mémoire déposé à la mi-février auprès du ministre des Finances Éric Girard, en vue du budget du 21 mars. L'organisme et ses fédérations régionales demandent la réalisation d'au moins 5000 nouveaux logements sociaux et communautaires pour chacune des dix prochaines années. «La récente annonce de la ministre Duranceau, qui vient d'annoncer la fin du programme AccèsLogis, va dans



la mauvaise direction. Il faut au contraire revenir à des objectifs beaucoup plus ambitieux pour développer des logements sociaux et réellement abordables », fait valoir Michel St-Gelais.

#### La coopérative La Solidarité continue

Ayant reçu plusieurs appels de gens inquiets depuis la fin du programme AccèsLogis, la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, assure que les démarches coopérative La Solidarité se poursuivent ainsi que la 12e campagne de dons. « Je tiens à rassurer les locataires appauvris et les 702 donateurs que notre projet de coop La Solidarité est toujours viable dans le nouveau programme et que les 340 000 \$ amassés en don sont toujours dédiés pour fonder une Coop. d'habitation. Le problème, c'est que notre projet devient en compétition avec le secteur privé qui peut dorénavant obtenir des subventions dans le nouveau programme», explique Sonia Côté dans un communiqué émis jeudi matin. Sonia Côté demande à Saguenay une aide financière de 140 000 \$ pendant cinq ans, un congé de taxes et un terrain pour la construction de cette coopérative d'habitation.

Loge m'entraide militait depuis plusieurs mois pour la survie d'AccèsLogis, ayant fait deux manifestations au bureau de la députée de Chicoutimi et ministre de l'Habitation de l'époque, Andrée Laforest. « Depuis 1997, AccèsLogis avait pourtant fait ses preuves avec la création de 36 000 logements sociaux, hors du marché privé, sans but lucratif, pour les locataires à faible et modeste revenus. Si ce programme était devenu lent à voir des projets lever de terre, c'est dû au gouvernement qui n'a pas su bonifier ses subventions en fonction des coûts de construction», de laisser savoir Sonia Côté.

#### Le PQ veut garder AccèsLogis

La porte-parole de l'opposition officielle en matière d'affaires municipales et d'habitation et députée libérale de Mille-Îles, Virginie Dufour estime qu'en privilégiant le logement abordable, «qui en pratique est de moins en moins abordable pour la plupart des familles et aînés, la CAQ choisit de subventionner des logements pour la classe moyenne au détriment des plus démunis».

«Ce que l'on craignait se confirme : la CAQ a décidé d'abandonner les 37 000 familles qui sont en attente d'un logement social en mettant de côté le programme AccèsLogis. Avec le gouvernement caquiste, nous avons perdu cinq ans, d'abord en niant la crise du logement, puis en refusant de financer adéquatement ce programme qui a fait ses preuves en fournissant un toit à de nombreuses familles depuis sa création», souligne-t-elle dans un communiqué transmis au journal Le Quotidien, rappelant que la proposition du Parti libéral était de financer de manière équivalente les deux programmes. «Nous avons besoin autant de logements sociaux que de logements abordables, plaide la députée. Je demande donc à la ministre de revoir sa position et de continuer à financer AccèsLogis en assouplissant ses critères. Les 37 000 familles et aînés en attente d'un logement social en ont réellement besoin. »

Dans un deuxième communiqué, Virginie Dufour fait également valoir que la rénovation des HLM déjà existants fait partie de la solution, qui doit s'accompagner d'un plan d'investissement sur dix ans afin de construire 50 000 nouvelles unités. «En ce moment, partout au Québec, ce sont plus de 1 000 HLM qui sont présentement vacants ou barricadés. En les rénovant, on pourrait donner un toit à près de 5 000 Québécoises et Québécois. Les sommes et conditions provenant de l'entente Canada-Québec doivent être mises au profit de la poursuite de la modernisation de nos HLM, et ce, dès maintenant», annonce la députée de Mille-Îles, estimant que si chaque dollar



investi dans le logement abordable était accompagné de la même somme dans le logement social, il serait possible de donner un coup de barre.

« Alors que des milliers de ménages vivent dans l'incertitude de se trouver un logement, on apprend, ce matin, que seulement 4 700 des 14 000 logements sociaux promis par la CAQ ont été financés par le gouvernement. C'est aberrant. Voici une démonstration additionnelle que ce gouvernement est dépassé par la crise du logement et n'a rien à offrir aux ménages en quête d'un logement», pense Virginie Dufour.

[Retour à la table des matières](#)



## DES ITINERANTS BIENTOT EVINCES DE LEUR CAMPEMENT

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 4 MARS 2023 - PAGE ACTUALITÉS\_11

Par : Isabelle Ducas; Alain Roberge

<https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-03-03/des-itinerants-bientot-evincés-de-leur-campement.php>

Une dizaine d'itinérants qui campent sous l'autoroute Ville-Marie, près de l'avenue Atwater, seront bientôt évincés en raison de travaux planifiés par le ministère des Transports du Québec (MTQ), qui ne semble cependant pas avoir de plan précis pour les relocaliser.

« Le MTQ veut se débarrasser de nous en plein milieu de l'hiver, c'est pas correct. Ils nous disent d'aller dans des refuges, mais ils ne nous aident pas », se désole Jacko Stuben, qui dit avoir installé son campement à cet endroit peu hospitalier il y a plus de 10 ans.

« J'ai besoin d'aide, je cherche de l'aide, mais c'est pas facile. »

Il raconte avoir reçu récemment la visite d'employés du MTQ qui ont prévenu les campeurs qu'ils devraient évacuer les lieux avant que le chantier démarre sous les voies de l'autoroute, à la fin de mars ou au début d'avril.

### Éviction reportée

Le groupe de sans-abri avait déjà été menacé d'éviction en novembre dernier, mais le gouvernement avait décidé in extremis de reporter l'opération, pour lui donner le temps de trouver un endroit où loger.

Mais dans les faits, une seule personne, une dame âgée, a emménagé dans un logement le 1<sup>er</sup> février, grâce à l'aide d'un groupe communautaire.

Les autres campeurs sont toujours sur place. Les tentes et les abris faits de bâches de plastique sont éparpillés sur le site de terre battue, en retrait de l'avenue Atwater, sous la dalle de béton de l'autoroute, qui offre une certaine protection contre les intempéries, malgré le bruit de la circulation et des trains qui passent à côté.

Chaque groupe a installé ses affaires dans son coin. On trouve ici un vieux fauteuil déchiré, là un barbecue bancal, plus loin un vélo rouillé. Des vêtements, de la nourriture et des déchets jonchent le sol gelé. Dans un coin, un seau de plastique sert de toilette.

Le campement de Jacko Stuben est délimité par de nombreux bacs de poubelles et de recyclage. Au Canada depuis 35 ans, l'homme originaire du Sri Lanka a la manie de ramasser et de conserver tout ce qu'il trouve ; il vit donc entouré d'un amoncellement d'objets hétéroclites et de déchets. Il dit avoir déjà travaillé comme exterminateur, ce qui fait que des poisons contre les insectes côtoient de la nourriture.

Juste à côté, un couple, dont la femme est enceinte, préfère rester dans sa tente par cette froide matinée. On n'entend que leur toux à travers la toile mince.



## Situations complexes

« Ce sont des gens qui ne sont pas faciles à relocaliser. Certains consomment de la drogue, d'autres sont en couple et ne veulent pas se séparer pour aller dans les refuges, d'autres ont des animaux », explique David Chapman, directeur de l'organisme Résilience Montréal, qui administre un refuge de jour non loin sur la rue Sainte-Catherine, où l'on sert des repas chauds et où les itinérants peuvent prendre une douche, entre autres.

« Je ne sais pas ce que je ferai quand on sera délogés, je vais improviser. C'est la vie ! », lance John, un jeune homme qui a planté sa tente au campement il y a quatre ou cinq mois. Pendant l'hiver, il s'est fait voler sa remorque de vélo contenant toutes ses affaires, incluant sa tente et son sac de couchage. Heureusement, un organisme communautaire l'a aidé à s'en procurer de nouveaux, et John est très fier de sa tente neuve.

« C'est le danger quand vous vivez dehors : vous risquez de vous faire voler, il peut y avoir de la violence, fait remarquer David Chapman. Mais un campement, c'est aussi une petite communauté. Les gens s'entraident et peuvent veiller les uns sur les autres quand ils sont malades. »

C'est pour cette raison qu'on ne peut pas facilement arracher ces gens à leur milieu de vie, ajoute-t-il, soulignant qu'il y a d'autres endroits sous l'autoroute qui pourraient accueillir des tentes.

S'ils sont délogés, ils vont se chercher un autre endroit où planter leur tente, où ils seront peut-être isolés, donc plus à risque.

## Question de sécurité

Au ministère des Transports, on assure qu'il est impérieux d'évacuer le site, puisque les travaux à effectuer mettraient en danger la sécurité des campeurs. « Le Ministère n'a pas l'expertise pour trouver des logements pour ces personnes. C'est pourquoi on travaille avec le ministère de la Santé, avec le CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal, et avec les villes de Westmount et Montréal pour les relocaliser », indique la porte-parole du MTQ Sarah Bensadoun.

« L'Équipe Connexion travaille avec la population d'itinérants de la région que nous desservons », explique de son côté le porte-parole du CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal Barry Morgan, dans une réponse envoyée par courriel. « Les membres de cette équipe ont rendu visite plusieurs fois aux campeurs en question. Des services ont été offerts à plusieurs reprises dans le passé, et nous continuons à les proposer. Les campeurs ont le droit de refuser les services, et le font souvent. Les campeurs ont été avisés qu'ils doivent déménager. »

Puisque les itinérants refusent de quitter les lieux, qui s'occupera de leur éviction ? « Nous ne sommes pas chargés de démanteler des campements, » répond M. Morgan.

La Ville de Westmount, où est situé le terrain en question, précise que le site est sous la juridiction du MTQ. Au Service de police de la Ville de Montréal, la porte-parole Caroline Labelle souligne que « c'est donc la Sûreté du Québec (SQ) qui intervient en soutien au MTQ » à cet endroit.

Du côté de la SQ, la porte-parole Camille Savoie ne peut confirmer si le MTQ a fait une demande d'assistance. « C'est eux qui sont responsables s'ils veulent faire évincer des gens, » dit-elle.



Jacko Stuben aimerait avoir son appartement à lui où il pourrait vivre avec deux colocataires et se faire un potager dans la cour arrière. « Mais un logement coûte 1800 \$ ! Comment je pourrais me payer ça ? », laisse-t-il tomber.

« Pourquoi on ne trouve pas des logements subventionnés et supervisés pour eux ? », demande David Chapman. « Ça serait beaucoup mieux que de dépenser de l'argent pour envoyer la police sur place à chaque fois qu'il y a une plainte. »

Encadré(s) :

« Le problème ne disparaîtra pas »

La Défenseure fédérale du logement, Marie-Josée Houle, s'inquiète au sujet de l'éviction à venir, après avoir visité le campement sous l'autoroute Ville-Marie la semaine dernière.

« La situation est complexe, mais c'est quoi la stratégie du gouvernement ? », demande-t-elle. « On ne peut pas juste dire : "Vous devez quitter cet endroit, sinon on vous enlève vos choses, on détruit les outils qui vous aident à survivre et vous donnent une certaine sécurité". »

Selon M<sup>me</sup> Houle, il est indispensable de trouver des solutions adaptées à la situation de chaque personne dans le besoin, et non pas les envoyer dans n'importe quel refuge. « Pour respecter leur dignité, il faut en discuter avec eux pour trouver le logement adéquat, mais il y a tellement peu de logements disponibles », se désole-t-elle.

S'il n'y a pas d'autre solution pour eux que de vivre dans un campement, une récente décision de la Cour supérieure en Ontario suggère que le gouvernement doit les laisser s'y installer, et même leur fournir des installations sanitaires et de l'eau potable, note-t-elle.

« Depuis quelques années, les municipalités utilisent la police ou le harcèlement pour obliger les campeurs à déménager. Ça les fait disparaître à un endroit, mais le problème ne disparaîtra pas », fait-elle remarquer.

La Défenseure fédérale du logement a lancé en février un examen sur les campements au Canada et les violations des droits de la personne de ceux qui y résident. Le résultat de cet exercice devrait déboucher l'automne prochain sur des recommandations pour le gouvernement fédéral.

[Retour à la table des matières](#)



## **UN HOTEL DU VILLAGE TRANSFORME POUR LOGER DES FEMMES EN SITUATION D'ITINERANCE**

*LE JOURNAL DE MONTRÉAL – 7 MARS 2023 – SITE WEB*

*TVA NOUVELLES – 7 MARS 2023 – SITE WEB*

Par : Audrey Sanikopoulos, Agence QMI

<https://www.journaldemontreal.com/2023/03/07/un-hotel-du-village-transforme-pour-loger-des-femmes-en-situation-ditinerance>

<https://www.tvanouvelles.ca/2023/03/07/un-hotel-du-village-transforme-pour-loger-des-femmes-en-situation-ditinerance-1>

Une maison de chambres pour femmes en situation d'itinérance verra le jour dans le Village grâce à un financement des gouvernements annoncé mardi. Une bonne nouvelle pour l'organisme Chez Doris, même si l'emplacement n'est pas idéal.

L'organisme qui vient en aide aux femmes en niveau précaire convertira un hôtel situé sur la rue Saint-Hubert, près de la place Dupuis, pour y créer une maison de 19 chambres.

Chez Doris en est devenu propriétaire il y a une dizaine de jours pour un montant de 3 millions \$. L'organisme y investira 3,7 millions \$ pour faire des rénovations.

Après les travaux, le bâtiment pourra accueillir 21 femmes qui paieront 25 % de leurs revenus pour le loyer grâce à une aide de Québec.

«Depuis l'acquisition, nous sommes en train de déterminer les besoins de la clientèle, car nous souhaitons faire de ce lieu une résidence de transition où les femmes séjourneront de trois mois à deux ans», a expliqué Marina Boulos-Winton, directrice générale de Chez Doris.

Ottawa a remis une enveloppe de 7 millions \$ à la Ville de Montréal pour permettre à ce refuge de voir le jour.

Ces nouveaux logements soulageront le refuge d'urgence de l'organisme, où plus de 250 femmes ont logé depuis son ouverture en septembre dernier.

Les travaux devraient commencer l'automne prochain, a indiqué Benoit Dorais, vice-président et responsable de l'habitation au comité exécutif de la Ville de Montréal.

Mme Boulos-Winton a rappelé que rénover des espaces commerciaux désuets prend du temps. «C'est beaucoup plus cher de rénover des immeubles et de les convertir en logement que de partir à neuf, mais il n'y a pas des terrains vacants dans les quartiers où l'on regarde», a-t-elle ajouté.

Difficile de trouver sur l'ouest de l'île

Le nouveau refuge se trouvera à l'autre extrémité du centre-ville du siège social de l'organisme, situé sur la rue Chomedey.



Une situation qui n'est pas «idéale», selon la directrice générale de Chez Doris. En effet, plus de la moitié des femmes qui s'adressent à l'organisme sont anglophones. Le Village est cependant un quartier plus francophone.

«C'est à elles de décider si elles veulent vivre dans un autre quartier complètement différent», a-t-elle souligné.

L'organisme cherche pourtant à créer des refuges sur l'ouest de l'île. Il a notamment fait un appel de proposition pour acquérir la résidence Fulford, une ancienne résidence pour aînés qui a fermé ses portes en juin 2021.

«On ne nous a pas donné de décisions encore», a précisé Mme Boulos-Winton. «S'ils nous disent qu'on est sélectionné, il faudrait chercher d'autres subventions.»

Chez Doris va lancer deux autres résidences permanentes entre les mois de mai et juillet prochains. Avec l'acquisition de l'hôtel, un total de 65 appartements seront gérés par l'organisme.

[Retour à la table des matières](#)





## CHANTIER AU METRO : UNE INCIDENCE SUR LES PERSONNES EN SITUATION D'ITINERANCE

LE COURRIER DU SUD - 10 MARS 2023 – SITE WEB

Par : Ali Dostie

<https://www.lecourrierdusud.ca/chantier-au-metro-une-incidence-sur-les-personnes-en-situation-ditinerance/#:~:text=Centre%20publicitaire-.Chantier%20au%20m%C3%A9tro%20%3A%20une%20incidence%20sur,personnes%20en%200situation%20d'itin%C3%A9rance&text=Des%20citoyens%20ont%20rapport%C3%A9%20au,m%C3%A9tro%20Longueuil%2DUniversit%C3%A9%20de%20Sherbrooke.>

Des citoyens ont rapporté au Courrier du Sud voir davantage de personnes itinérantes dans les immeubles résidentiels et passerelles entourant la station de métro Longueuil-Université de Sherbrooke. Bien que cette population soit difficile à chiffrer, le chantier de la Place Charles-Le Moyne pourrait bien expliquer en partie ces observations, selon le Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL).

«Il y a un duo de policiers du SPAL qui patrouille principalement au métro de Longueuil et il y a un agent RÉSO dans le secteur qui s'occupe des itinérants et les aide sur une base régulière, en plus de les référer à des ressources», explique le service de police.

Plusieurs personnes travaillant dans le milieu indiquent que le phénomène de l'itinérance a été exacerbé avec la pandémie.

La Ville de Longueuil a notamment augmenté la capacité de sa Halte Chaleur et a prolongé ses heures d'ouverture et sa période d'ouverture durant la saison. Elle est maintenant ouverte du 14 décembre au 3 avril, de 21h à 9h.

«Les personnes qui utilisent les services de la Halte Chaleur sont principalement des personnes en situation d'itinérance exclue des ressources présentes sur le territoire ou des personnes qui sont réfractaires aux ressources vu les règles restrictives de celles-ci», rappelle le service de police.

Ce dernier recense toutefois une baisse des appels de nature criminelle dans le secteur, comparativement à l'an dernier.

Le 26 février, un vol est survenu au dépanneur au 99, Place Charles-Lemoyne. «Un homme était intoxiqué et il a échappé alcool et nourriture au sol. Il aurait également volé des items», informe le SPAL, qui qualifie cet événement d'«isolé».

### Perquisition

Par ailleurs, le secteur a été le lieu d'une importante perquisition, le 2 mars vers 5h45.

Deux présumés trafiquants de drogue, Martin Guy âgé de 40 ans et Philippe Lebouthillier âgé de 27 ans, ont été arrêtés; une intervention qui a mis fin aux activités d'un réseau local de distribution de stupéfiants spécialisé dans la vente de cocaïne.

Ils ont été accusés de trafic et de possession de stupéfiants en vue de trafic.



Lors de la perquisition, le SPAL a saisi 428 g de cocaïne, 4,2 g de cannabis, plus de 33 500\$ en argent et une voiture de marque Mazda, pour une valeur totale frôlant les 100 000\$.

[Retour à la table des matières](#)



## PAS DE REPIT POUR MONTREAL-NORD

LA PRESSE+ (LA PRESSE) - 11 MARS 2023 - P. ACTUALITÉS\_2

Par : Suzanne Colpron

<https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-03-11/afflux-de-migrants/pas-de-repit-pour-montreal-nord.php#:~:text=%C3%80%20cause%20de%20la%20hausse,pour%20loger%20d'autres%20personnes.>

Trois ans après le premier confinement, La Presse a voulu voir comment se portait Montréal-Nord, l'arrondissement qui avait été le plus éprouvé par la pandémie, pour découvrir que le quartier était aux prises avec une nouvelle crise : l'arrivée massive de migrants.

D'une crise à l'autre

On sait que des migrants entrent au Québec par milliers par le chemin Roxham. On sait qu'ils sont logés quelques semaines par les services gouvernementaux. Mais où vont-ils après ? À Montréal-Nord. Une zone de la métropole déjà éprouvée qui peine à composer avec cet afflux.

Le quartier, au lieu de pouvoir panser les plaies de la pandémie, comme il est possible de le faire ailleurs à Montréal, doit composer avec une autre crise, celle des migrations internationales. Résultat, c'est pire qu'avant.

Aux problèmes déjà connus de pauvreté, d'exclusion sociale, d'emplois précaires, de logements surpeuplés et de manque d'espaces verts s'ajoutent la hausse du coût de la vie, la quasi-impossibilité de trouver un logement, l'arrivée massive de demandeurs d'asile et les ratés dans le traitement des dossiers.

En 2022, près de 60 000 demandeurs d'asile sont entrés au Québec de façon régulière et irrégulière. Combien sont à Montréal-Nord ?

« On l'ignore », répond Ousseynou Ndiaye, directeur de l'organisme Un itinéraire pour tous.

Il y a des gens qui vont à Rivière-des-Prairies, à Saint-Michel, à Anjou. Ils se trouvent des points de chute temporaires chez un cousin, chez un ami. Mais le gros des troupes est à Montréal-Nord.

Ousseynou Ndiaye, directeur de l'organisme Un itinéraire pour tous

Pour avoir un portrait plus juste de la situation, l'arrondissement va réaliser une étude au printemps, en collaboration avec l'arrondissement voisin, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Mais que les migrants se retrouvent dans l'un ou l'autre des arrondissements, le phénomène est le même. Ces nouveaux venus, démunis, iront là où les loyers sont les plus bas, c'est-à-dire dans des quartiers pauvres, et donc déjà fragiles.

Le pouvoir d'attraction de ces quartiers est tel que des intervenants du monde communautaire ont noté que des migrants qui avaient été envoyés en Ontario ont refait le trajet dans le sens inverse pour aboutir dans le nord-est de la métropole.



« On reçoit beaucoup d'appels de gens qui nous demandent comment ils peuvent revenir au Québec, rapporte Marjorie Villefrance, directrice de la Maison d'Haïti. Ils sont francophones, ils ont de la famille, des connaissances ici. Rien ne les empêche de revenir. »

« Des gens perdus »

Si on ne sait pas toujours où ils sont, leurs problématiques, elles, sont connues. Et la violence en fait partie.

« Des signalements à la DPJ, des cas de violence conjugale, c'est des choses qu'on n'avait pas l'habitude de voir dans le passé », témoigne Ousseynou Ndiaye.

« Ce sont des gens qui sont perdus. Après avoir traversé x pays, ils arrivent ici pour avoir une meilleure vie, ajoute-t-il. Mais ils ne sont pas capables de s'installer. Presque tout est bloqué. Il n'y a aucun service qui est accessible. Le processus pour avoir un permis de travail, par exemple, peut prendre facilement quatre mois, six mois, voire une année. Ce sont des gens qui tournent en rond. D'autres sont coincés dans des deux et demie, des un et demie. Ça, c'est la réalité qu'on vit. Et ça se voit tous les jours. »

Pas de logement

Trouver un logement à Montréal-Nord n'a jamais été aussi difficile. Le taux d'inoccupation est de 0,3 %.

« Le logement n'est pas dans notre mandat, mais on est obligés d'aider le monde », précise M. Ndiaye, qui est arrivé au Québec en 2007, après un séjour en France, où il a étudié en fiscalité et en comptabilité.

« Je ne suis pas un gars du communautaire, précise l'homme d'origine sénégalaise. Montréal-Nord, c'est par hasard. »

En 2012, M. Ndiaye a accepté un boulot d'adjoint au financement et à la comptabilité d'Un itinéraire pour tous, de façon à avoir un statut d'employé pour pouvoir obtenir un prêt hypothécaire pour la maison qu'il voulait acheter. Il comptait occuper cet emploi pendant quelques mois avant de retourner aux activités de son entreprise. Mais ce qu'il a vu l'a convaincu de rester.

Je n'ai jamais pensé dans ma vie que dans un pays qui s'appelle le Canada, une belle province comme le Québec, on pouvait voir autant de misère.

Ousseynou Ndiaye, directeur de l'organisme Un itinéraire pour tous

Au printemps 2020, quand l'arrondissement est devenu l'épicentre de la pandémie, son équipe, une brigade de bénévoles de Hoodstock et lui étaient sur le terrain, dans le secteur nord-est, reconnu pour la grande pauvreté sociale et économique de sa population, ainsi que pour la difficulté de mettre en œuvre les mesures sanitaires.

Brunilda Reyes, fondatrice de l'organisme d'aide alimentaire Les Fourchettes de l'espoir, constate, elle aussi, que les besoins sont aujourd'hui plus criants que jamais.



Avant la pandémie, il y avait des besoins, mais on pouvait y répondre. Aujourd'hui, on doit refuser des personnes. La clientèle qu'on reçoit est aussi différente. Depuis quatre mois, c'est beaucoup, beaucoup de demandeurs d'asile. Montréal-Nord, c'est leur terre d'asile.

Brunilda Reyes, fondatrice de l'organisme d'aide alimentaire Les Fourchettes de l'espoir

Un meilleur financement

Pour répondre aux besoins de cette population vulnérable, les organismes réclament un meilleur financement. L'administration municipale demande elle aussi aux gouvernements d'en faire plus.

« On est un des arrondissements les plus faibles en ressources humaines pour pouvoir venir en aide, déclare le maire suppléant, Abdelhaq Sari. Mais nos organismes aussi sont sous-financés en comparaison d'autres arrondissements. Si je compare Montréal-Nord à Villeray, par exemple, c'est le jour et la nuit. Les besoins sont pourtant plus criants ici. »

L'arrondissement a adopté le 6 mars un avis de motion pour soutenir les organismes du quartier et faire pression sur les gouvernements. « On n'avait pas l'habitude de voir autant d'itinérance sur notre territoire », dit Abdelhaq Sari.

On peut noter, chez les intervenants et les élus, un sentiment généralisé que Montréal-Nord est traité en parent pauvre et n'obtient pas le degré de soutien justifié par la gravité de ses problèmes.

Québec, qui a récemment accordé une aide d'urgence de 3,5 millions aux organismes communautaires qui viennent en aide aux nouveaux arrivants, a confié la gestion de ce fonds à Centraide du Grand Montréal. Qui aura droit à de l'aide et à quelle fin ?

« Centraide va encore injecter de l'argent, mais pas à la bonne place », croit Ousseynou Ndiaye, d'Un itinéraire pour tous.

« Actuellement, on donne à Jean, à Paul, à Albert, pour dire qu'on a donné de l'argent à Montréal-Nord. Mais est-ce que ceux qui reçoivent les sommes sont les vrais acteurs qui travaillent auprès des demandeurs d'asile ? Je vous dirais non à 90 %. Ces organismes ne seront pas capables de régler les problèmes de ces gens-là. »

Fatima Gabriela Salazar Gomez, de Hoodstock, est du même avis : « Les gouvernements doivent en faire plus. La répartition de l'argent n'est pas bonne. On devrait recevoir beaucoup plus d'argent à Montréal-Nord. Les budgets doivent se faire de façon plus équitable, et l'équité, ça passe par qui en a le plus besoin, et c'est nous autres. »

Nomez Najac, de Paroles d'excluEs, ajoute : « Quand tu prends une population qui a des besoins criants, normalement, tu devrais mettre plus de budget pour diminuer les inégalités et permettre à tout le monde d'avoir les mêmes opportunités. Ce n'est pas le cas. »

« La Ville ne met pas ses culottes »

« Le problème, c'est les demandeurs d'asile », glisse Jean Amos Lucien, dans le cadre de porte de son appartement, au 11978, avenue Matte, au cœur du secteur le plus dense et le plus pauvre de Montréal-Nord.



« Le propriétaire m'a dit qu'il pourrait louer mon appartement 1000 \$. »

M. Lucien, lui, paye 760 \$ pour cet appartement, coquerelles incluses. Mais il ne veut pas partir, parce qu'il ne saurait pas où aller.

Dans la salle de bains, où il nous invite à le suivre, le plafond est abîmé par les infiltrations d'eau au-dessus de la douche et de la toilette. « Ça coule des fois sur ma tête », dit-il, en ajoutant que « c'est pire » dans l'autre appartement.

Ses voisins de palier sont partis en laissant la porte d'entrée entrouverte. « C'est pour permettre au propriétaire d'entrer faire les réparations », explique M. Lucien. À l'intérieur, c'est le capharnaüm. Le propriétaire n'effectue pas les travaux, affirme un membre de la famille : « Il veut qu'ils partent. »

Un cas connu

Ce n'est pas mieux un étage plus haut, où Charles Edlin et sa conjointe, Samania Clermont, nous ouvrent la porte. Un quatre et demie loué 850 \$ par mois. Eux aussi sont menacés d'expulsion par le propriétaire, même s'ils assurent payer le loyer.

« Je gaspille mon argent et mon temps pour que le propriétaire fasse des réparations », dit Charles Edlin, qui range tous ses documents dans un grand cahier. « Mais il ne fait rien. »

C'est mal chauffé et il y a des coquerelles.

Samania Clermont, locataire, son bébé de 7 mois dans les bras

Le cas de ce propriétaire, Kismat Ara Begum, est pourtant bien connu des autorités municipales qui ont déjà inspecté l'immeuble à la suite de plaintes pour insalubrité.

En mars 2021, l'arrondissement a confié le dossier au Service de l'habitation de Montréal, qui « gère les cas les plus problématiques de salubrité », explique Marie-Ève Lemire, du Comité logement de Montréal-Nord.

Résultat ? Rien. « La Ville ne met pas ses culottes pour donner des constats d'infraction », constate l'organisatrice communautaire.

Pas de courrier

Même les facteurs de Postes Canada refusent d'entrer pour livrer le courrier dans l'immeuble. Cela dure depuis six mois.

« En septembre, nos employés ont exprimé des préoccupations en matière de santé et de sécurité et la livraison du courrier a été temporairement suspendue », confirme le porte-parole Janick Cormier.

« Notre comité de santé et sécurité a visité les lieux à plusieurs reprises et a demandé au propriétaire de l'immeuble de résoudre les problèmes soulevés à l'égard de sa propriété pour que nous puissions maintenir le service », ajoute-t-il.



« En novembre, après avoir été informés par le propriétaire que la situation était réglée, nous avons tenté de reprendre la livraison. Malheureusement, peu de choses avaient été faites pour répondre aux préoccupations initiales en matière de santé et de sécurité. »

En attendant, les locataires doivent récupérer leur courrier dans un bureau situé à 10 km de là. Un trajet d'au moins 40 minutes en transport en commun.

1200 \$ pour un quatre et demie insalubre

Cela n'empêche pas le propriétaire, M. Begum, d'annoncer ses appartements à louer. Dans le hall d'entrée, où volent de petites mouches noires, celles qui éloignent les facteurs, il y a dans la fenêtre une pancarte « À louer », bien visible de la rue.

Quand nous avons appelé pour nous informer, on nous a dit que les appartements étaient déjà loués, mais de rappeler dans deux semaines. Le prix demandé ? « 1200 \$ par mois pour un quatre et demie et 1500 \$ par mois pour un cinq et demie », nous a-t-on répondu.

Le taux d'inoccupation est de 0,3 % pour l'ensemble des logements et 0,1 % pour les plus grands logements, à Montréal-Nord. Du jamais vu.

« Ça a toujours été facile de trouver des logements à Montréal-Nord, assure Marie-Ève Cormier, du Comité logement. Mais aujourd'hui, on voit de plus en plus des augmentations de loyer de 200 \$, 300 \$ et 400 \$ par mois.

« La pandémie a amené l'inflation et elle a rendu les ménages précaires encore plus précaires, ajoute-t-elle. À cause de la hausse des prix de l'immobilier et de l'embourgeoisement de plusieurs quartiers, plus de gens sont venus à Montréal-Nord. Ça met de la pression sur les ménages qui habitent ici. Et il y a des augmentations de loyer abusives, des reprises de possession, des évictions pour loger d'autres personnes. »

De son côté, le propriétaire de l'immeuble fait état d'occupation illégale et de difficulté de perception de loyers. « Si ce n'était pas bien, les gens ne resteraient pas », nous a dit la femme de M. Begum au téléphone.

Un endroit où « construire demain »

Fille d'une demandeuse d'asile péruvienne, Fatima Gabriela Salazar Gomez a grandi à Montréal-Nord.

Elle a vécu quelques années sur le Plateau Mont-Royal, pendant ses études universitaires et le début de sa vie professionnelle. Mais, après avoir occupé un emploi en intelligence artificielle, elle a décidé de revenir. Pourquoi ? « Parce que c'est chez moi, ici », répond-elle. Les loyers sont aussi plus bas à Montréal-Nord que sur le Plateau – le sien est de 850 \$ pour un cinq et demie dans un duplex –, et on peut encore rêver d'y acheter une maison.

Si pour beaucoup Montréal-Nord est un « ghetto » dont il faut s'échapper, pour Fatima, c'est un endroit où « construire demain ».



C'est ici que j'ai envie de m'impliquer, d'améliorer les choses. Ce qui est super intéressant, c'est que j'ai l'impression d'avoir carte blanche. Tout est encore à créer. On a la possibilité de faire ça bien, pour répondre adéquatement aux demandes des gens qui vivent ici et qui vont vouloir rester.

Fatima Gabriela Salazar Gomez, chargée de projets pour l'organisme Hoodstock

À bientôt 30 ans, Fatima fait partie d'une nouvelle génération qui aime Montréal-Nord et qui veut travailler pour les gens qui l'ont adopté.

Chargée de projets chez Hoodstock, un organisme communautaire antiraciste, elle a été recrutée par Will Prosper, candidat défait aux élections municipales de 2021 à la mairie de Montréal-Nord. Elle aussi a tenté, sans succès, de se faire élire comme conseillère pour Projet Montréal.

Un jour, elle sera mairesse, dit-elle. « C'est mon rêve. »

Hoodstock, né du collectif Montréal-Nord Républik, créé dans la foulée de la mort de Fredy Villanueva, en 2008, compte sur une équipe de 15 personnes, « toutes des personnes racisées de parents immigrants », précise Fatima.

« Ça fait deux ans qu'on existe officiellement comme organisme. On est vraiment bébé. J'aime la mission de Hoodstock. C'est aussi des gens de ma génération. C'est le fun de travailler à un projet de société avec des gens du quartier. Pour moi, on est en train de créer quelque chose pour demain. J'ai envie de faire partie de ce projet. »

D'octobre 2020 à mars 2021, en pleine pandémie, Hoodstock a mené un projet de collecte de données, nommé Immeuble à immeuble, pour connaître les difficultés des résidents. Fatima y a participé avant de lancer « super voisines » : des femmes du quartier qui vont offrir leur aide dans les immeubles où les besoins sont les plus grands.

« L'idée, c'est de créer des emplois et de communiquer de l'information, pour voir comment les gens vont, explique-t-elle.

Ce qu'on a compris, c'est que les gens ont une méfiance envers le système institutionnel et qu'ils ne connaissent pas l'offre de services.

Fatima Gabriela Salazar Gomez, chargée de projets pour l'organisme Hoodstock

Naomi Alexis, 43 ans, mère de cinq enfants, est une « super voisine » : « C'est vraiment difficile pour les gens, dit-elle. Tout coûte plus cher, le loyer et la nourriture. »

Fatima souhaite aujourd'hui élargir le territoire d'intervention de « super voisines ».

« L'insécurité alimentaire, ce n'est pas juste dans les immeubles, explique-t-elle. Ça peut être dans les duplex, les maisons. Il faut que les "super voisines" aillent cogner à toutes les portes, au sud du boulevard Léger. Mon rêve, c'est d'avoir des super voisines de toutes les ethnies. Je voudrais avoir une équipe de 20. Quand tu vois quelqu'un qui te ressemble, qui parle la même langue que toi, qui te dit "je te comprends, je suis déjà passé par là", le lien de confiance se crée beaucoup plus rapidement. Et en même temps, c'est valorisant d'aider autrui dans ce cheminement. »





Encadré(s) :

Coup d'œil sur Montréal-Nord

85 000

Nombre d'habitants

47 %

Pourcentage des ménages de l'arrondissement dont le soutien principal est né à l'extérieur du Canada.

30 %

Proportion de jeunes de moins de 25 ans dans l'ensemble de la population du quartier ( 27,3 % à Montréal et 26,2 % au Québec).

20 %

Proportion de personnes âgées de 65 ans et plus ( 16,5 % à Montréal 20,7 % au Québec).

43 %

Pourcentage de la population qui appartient à un groupe de minorités visibles ( 30 % à Montréal).

72 %

Taux de ménages locataires dans l'arrondissement ( 61 % à Montréal).

Sources : Centraide du Grand Montréal, Montréal en statistiques

#### EN SAVOIR PLUS

1673 , Nombre de logements sociaux et communautaires à Montréal-Nord, en 2018, soit 2,7 % de l'ensemble des logements sociaux et communautaires de Montréal SOURCE: Source : Arrondissement Montréal-Nord 149 , Nombre de logements sociaux et communautaires perdus à Montréal-Nord depuis 2014 Source : Arrondissement Montréal-Nord SOURCE: Source : Arrondissement Montréal-Nord

[Retour à la table des matières](#)



## LOGEMENTS ABORDABLES: LES MINIMAISONS COMME SOLUTION

LE DROIT – 12 MARS 2023 – SITE WEB

Par : Charles Fontaine

<https://www.ledroit.com/2023/03/11/logements-abordables-les-minimaisons-comme-solution-5cb10c393345cc3dc1db862c34478a7f>

Les minimaisons pourraient bien pousser prochainement sur les terrains résidentiels de Prescott-Russell. En plus de leurs vertus écologiques, ces petits logis occupent considérablement moins d'espace qu'une maison traditionnelle, ce qui permettrait de loger de nouveaux travailleurs pour la région.

Ottawa-Gatineau - Après cinq ans dans la construction de grandes maisons à Tremblant, Sylvain St-Maurice et Audrey Simard ont voulu rapetisser leur empreinte écologique en se lançant dans le monde des minimaisons. Main-d'œuvre plus flexible, plus environnementale, terrain moins imposant; cette avenue se voyait comme une solution au manque de logement pour les propriétaires de Structure Héritage.

«On veut être capable de produire un fort volume de maisons abordables, de pallier une crise de logement, d'être une solution, pas la seule, mais d'en être une», dit M. St-Maurice.

«Un fort volume» signifie construire une minimaison en une semaine. C'est l'objectif de rapidité que l'entreprise veut atteindre.

Si le client assemble lui-même sa maison, il peut s'en sortir en bas de 100 000\$, mentionne Audrey Simard. En ajoutant la main-d'œuvre de construction et le revêtement, le prix moyen d'une minimaison revient à 250 000\$.

### Main-d'œuvre polyvalente

Mme Simard et M. St-Maurice ont fondé Structure Héritage il y a un an à Hawkesbury, rue Tessier. Étant donné que les minimaisons sont plus simples à fabriquer que des maisons conventionnelles, ils ont eu plus de facilité à dénicher une vingtaine d'employés, tous résidents de la région. Seulement deux menuisiers de formation se retrouvent dans l'équipe. «Il manque tellement de main-d'œuvre en construction, c'est pour ça qu'on s'est lancé là-dedans. On sauve des étapes. Il reste juste à assembler les murs comme un jeu de lego.», explique Mme Simard.

Une fois les murs construits, un groupe de travailleurs se rend chez le client avec les morceaux de la maison. Ceux-ci peuvent l'assembler sur place ou le client peut l'assembler lui-même, avec des instructions fournies par le fabricant.

### Plus compactes

Une minimaison peut comprendre deux chambres à coucher et deux salles de bain. En y ajoutant des murs, elle peut s'agrandir comme la clientèle le souhaite.

Le duo a testé un «village» de six minimaisons dans la cour de son usine. Deux lampadaires éclairent et un chemin sépare les deux côtés du «village». Pas de cour arrière ni de stationnement privé. «On regroupe les maisons, on installe des services communs et le stationnement est installé en périphérie des maisons», image Audrey Simard.



Ces minimaisons déjà toutes vendues occupent 4000 pieds carrés au total, alors qu'une maison conventionnelle couvre 9000 pieds carrés en moyenne incluant le terrain, indiquent les entrepreneurs. Étant donné le manque de terrains, ils voient les minimaisons comme un moyen de maximiser l'espace dédié au logement.

De plus, la nouvelle Loi 23 de l'Ontario facilite leur construction. Jusqu'à trois unités sont autorisées sur toute parcelle de terrain résidentiel et les municipalités ne peuvent plus exiger une superficie minimale pour les maisons.

La fabrication de ces maisons est plus écologique, autant au niveau des matériaux que du transport. «Nous sommes une usine pratiquement zéro déchet», indique Sylvain St-Maurice. Leur surplus de laine minérale est emballé en petite quantité et revendu dans les quincailleries, idem pour le bois d'allumage. Sa compagne Audrey met l'accent sur l'économie de transport. «En construction, il y a tellement de gaspillage, au niveau des matériaux et du transport. Quand on est à Tremblant, les matériaux ni les employés ne viennent pas de là, vu qu'on ne trouve pas de main-d'œuvre locale, alors ça fait beaucoup de transport.»

#### Grande demande

Le couple est débordé par les requêtes d'un peu partout au Québec et en Ontario pour leurs petites maisons. Les promoteurs immobiliers veulent autant qu'elles soient dédiées à l'achat qu'à la location. «On y va doucement, on n'est pas capable de combler toutes les demandes», concède Simard.

L'entreprise n'a pas encore entrepris de construction dans Prescott-Russell. Les propriétaires de Structure Héritage ont présenté leur projet à certaines municipalités, dont le Canton de Champlain, et ont senti un bel accueil de leur part. «Ils sont agressifs, ils veulent qu'il y ait des minimaisons dans Prescott-Russell», dit Sylvain St-Maurice.

#### Manque de logement critique

La liste d'attente pour un logement dans la région compte plus de 1300 applications, selon les Services de logement des CUPR.

La balle est maintenant dans le camp des municipalités d'adopter un changement de zonage pour permettre la construction de plus petites maisons. Le sujet sera discuté au conseil de la Cité de Clarence-Rockland prochainement. «Je pense qu'on n'a pas le choix, mentionne le maire Mario Zanth. Il faut un peu plus d'innovation là-dedans. Il y a plusieurs familles qui m'ont approché pour pouvoir installer des minimaisons sur leur terrain.»

Du côté de la municipalité de Champlain, le conseil est en attente d'un plan de l'administration pour décider si les minimaisons sont une bonne avenue pour la municipalité. La superficie minimale qu'une maison doit avoir sur ce territoire actuellement est de 915 pieds carrés, tandis qu'une minimaison oscille autour de 400 pieds carrés.

Ça fait quatre ans que je prône qu'on devrait s'adapter et adopter un changement de zonage pour donner l'occasion d'avoir des minimaisons dans certains secteurs de la municipalité. Ça va aider à loger les gens qui veulent venir travailler dans notre région.



La municipalité peut encourager le développement de ces logements dans certains secteurs en adoptant des changements de zonage et en approuvant des villages de minimaisons, mais la construction revient aux promoteurs.

Toujours dans l'Est ontarien, le Comté de Lanark analyse cette avenue avec un projet pilote de deux minimaisons dans une cour arrière.

Pas si abordable

Pour que les minimaisons soient une solution au logement abordable, elles doivent être aménagées en «grappe» ou dans la cour d'un terrain existant, déclare le professeur invité de l'Université de Montréal dans la Faculté de l'aménagement, Guillaume Lessard. «Dans l'aménagement en grappe, les maisons sont orientées vers des services communs au lieu que chacun ait son propre terrain et stationnement. On économise sur les coûts d'acquisition de terrain. Par contre, si on construit des logements conventionnels avec de gros terrains rectangulaires alignés, ça n'aide pas vraiment. Ça revient pas mal au même prix qu'une maison conventionnelle.»

L'installation d'une minimaison dans la cour d'une maison conventionnelle serait la meilleure solution et permet aussi l'aide intergénérationnel, présente celui qui détient un doctorat en études urbaines. «Il y a déjà l'aqueduc, l'égout, la fosse septique, etc. [...] Le ménage vieillissant peut se faire une petite unité dans le fond de la cour et louer la maison principale. Ça engendre un revenu et il y a d'autres gens sur le terrain. C'est déjà développé, alors pourquoi raser des terres agricoles quand il y a un terrain existant?»

L'achat d'une minimaison construite par l'entreprise revient à peu près au même prix qu'une maison classique, souligne-t-il, alors l'acheteur n'avance pas en termes d'abordabilité. À Sherbrooke, un village de 73 petites maisons va naître grâce à la Fédération des coopératives d'habitation de l'Estrie. Étant donné que le village est géré par une coopérative de propriétaires, le prix à l'achat est moins cher que la valeur marchande et le prochain propriétaire bénéficiera de cet avantage également. C'est d'ailleurs Structure Héritage qui se charge de la fabrication des composantes de ces minimaisons.

«C'est de l'abordabilité à long terme, explique M. Lessard. Je suis un peu critique du discours des promoteurs qui disent que ça va tout régler parce que c'est plus petit. Ça dépend de la manière dont tu les mets sur ton lot. Si tu les vends très cher, ça n'aide pas vraiment à la crise du logement.»

[Retour à la table des matières](#)



## « BENEVOLER » POUR AIDER LES AUTRES, MAIS AUSSI SOI-MEME

RADIO-CANADA – 12 MARS 2023 – SITE WEB

Par : Karim Ouadia

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1962098/benevolat-quebec-apport-motivatiuons>

À l'hôpital, à l'école ou dans les centres communautaires, les bénévoles sont présents partout. Ils se fondent dans le décor, côtoyant les professionnels. Peu importe leur motivation, leurs actes sont utiles et leur rôle est crucial.

Cuisiner pour les itinérants, préparer des paniers de denrées alimentaires pour ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts, rendre visite aux malades pour briser l'isolement et monter des spectacles de musique au profit de différents organismes de charité... L'action bénévole prend d'innombrables formes et est présente à tous les niveaux de la société.

Le bénévolat pourrait s'exprimer par un don de soi, de son temps, de ses compétences et de son énergie à la société, explique Consuelo Vásquez, professeure au Département de communication sociale et publique de l'UQAM.

Mais attention, fait remarquer celle qui coordonne le programme Le Bénévolat en mouvement. Le don ne va pas à sens unique et il y a plusieurs raisons qui motivent les gens à bénévoler, au-delà de l'altruisme.

Mme Vásquez adhère à la théorie du don/contre-don, prônée par le sociologue et anthropologue français Marcel Mauss, fondée sur l'idée d'un contrat social basé sur la réciprocité.

Oui, il y a le don de sa personne et de son temps, mais il y a toujours une dimension relationnelle qui est extrêmement forte, dit-elle.

« On donne à autrui et on en reçoit en même temps. » — Une citation de Consuelo Vásquez, professeure au Département de communication sociale et publique, UQAM

Vous remarquerez que beaucoup de bénévoles diront : "Je reçois plus que ce que je donne", rappelle Mme Vásquez.

### Donner en faisant ce qu'on aime

Le Dr Guy Parizeau, un pédiatre, est membre du Doc Show, un groupe de 14 personnes comprenant une douzaine de médecins musiciens qui montent sur scène pour amasser des fonds pour différentes causes. Il confie trouver dans l'action bénévole le moyen égoïste de jouer utilement de la musique avec ses collègues et confrères.

« C'est du bénévolat qui rend service non seulement aux gens qui vont recevoir des sous, mais en grande partie à nous aussi. » — Une citation de Dr Guy Parizeau, pédiatre membre du Doc Show

Rencontré à Moisson Montréal, un organisme de bienfaisance qui récupère des dons de nourriture et de produits essentiels pour les redistribuer gratuitement à des organismes communautaires, Marc Hubert est un bénévole régulier. Il y vient travailler quatre jours par semaine.



« Cela fait trois ans et demi que je viens ici. Je suis à la retraite et j'ai décidé que c'était le moment de redonner un peu à la communauté. » — Une citation de Marc Hubert, bénévole, Moisson Montréal

Ancien cadre dans plusieurs entreprises, il avait visité les lieux voilà une dizaine d'années. L'ambiance lui avait alors plu et, surtout, l'avait convaincu d'offrir un peu de son temps. Il met également à profit son expérience pour former les jeunes bénévoles.

Il y a comme un sentiment de faire quelque chose de bon, ajoute-t-il.

#### Donner pour apprendre

Ici, on a une soixantaine de bénévoles qui viennent tous les jours pour nous aider à distribuer les denrées, explique Natalie Clairoux, agente de soutien, expérience client à Moisson Montréal.

La majorité de ces bénévoles proviennent soit de groupes corporatifs ou de groupes scolaires.

Par exemple, pendant la semaine de relâche, on a eu beaucoup d'enfants accompagnés de leurs parents qui veulent leur apprendre les valeurs de la société : redonner au prochain, dit-elle.

Pour ce qui est des groupes corporatifs, ce sont souvent des gens qui vont être payés par leur entreprise pour venir faire du bénévolat, poursuit Mme Clairoux.

#### Donner pour mieux s'intégrer

En plus du don de soi, le bénévole pourrait y trouver son compte en allant à la recherche d'une meilleure insertion dans son milieu. C'est notamment le cas de personnes immigrantes pour qui faire du bénévolat permet de mieux connaître la société d'accueil, d'établir des relations et de socialiser, explique Consuelo Vásquez.

Les bénévoles reçus à Moisson Montréal sont de tous les âges et de toutes origines. Certains sont même entrés au pays par le chemin Roxham, à la frontière entre le Canada et les États-Unis. En attendant que les autorités se prononcent sur leur cas, ils viennent passer la journée avec nous [...] C'est un don de soi incroyable, raconte Mme Clairoux.

« C'est un lieu de socialisation qui permet de sortir de sa coquille. » — Une citation de Natalie Clairoux, agente de soutien, expérience client, Moisson Montréal

Doudou Sow, sociologue de formation et auteur de plusieurs livres sur l'intégration et la régionalisation de l'immigration, met l'accent sur l'importance du bénévolat pour le nouvel arrivant. Il y voit une fenêtre par laquelle s'offrent des opportunités d'emploi.

Originaire d'Afrique et engagé depuis son jeune âge, il admet que l'expérience bénévole lui a été utile dans une entrevue d'embauche au Québec.

Au-delà du perfectionnement de ses compétences, le bénévolat permet au nouvel arrivant d'apprendre, de développer et de valider de nouvelles connaissances.

Le bénévolat devrait être ciblé en fonction d'une cause, d'une carrière ou des valeurs qui vous tiennent à cœur, insiste-t-il dans son livre Intégration : une responsabilité partagée entre la société d'accueil et la personne immigrante.



« Le bénévolat permet aussi de comprendre les codes culturels en étant en contact avec les membres de la société d'accueil et de valider s'il y a un besoin d'une réorientation professionnelle. » — Une citation de Doudou Sow, sociologue, auteur et conférencier

Il donne l'exemple de l'enseignant qui pourrait commencer par l'aide aux devoirs dans l'école de son quartier.

Développer la culture du bénévolat chez les jeunes

Il faut impliquer plus de jeunes à l'action bénévole [...] il faut encourager la réflexion sur le bénévolat assez tôt, c'est très important, plaide Wendy Reid, professeure honoraire au Département de management à HEC Montréal.

Il faut développer la culture du bénévolat. Cela passe également par des programmes dans les écoles pour intéresser ces jeunes, insiste-t-elle.

C'est aussi l'avis de Mohamed Noredine Mimoun, coordonnateur du forum jeunesse de Saint-Michel à Montréal, qui est constamment sur le terrain avec les jeunes qu'il encadre.

Souvent, ces bénévoles viennent de milieux modestes et parfois difficiles, mais l'action bénévole les maintient accrochés au fil de la vie. Chaque samedi, ils se retrouvent dans la cuisine pour préparer des repas au profit des itinérants.

L'exercice ne vise pas uniquement le sentiment d'avoir donné au prochain. Il permet également aux jeunes de développer des compétences, de gagner en autonomie et d'être exposés au travail d'équipe. Il s'agit aussi de savoir gérer son temps et ses priorités en découvrant des causes, insiste M. Mimoun.

« Je mets les jeunes au milieu de l'action. Au lieu d'être ceux qui reçoivent de l'aide, ils deviennent ceux qui donnent, qui contribuent à la solidarité au sein de la société. » — Une citation de Mohamed Noredine Mimoun, coordonnateur du forum jeunesse de Saint-Michel  
Jeunes bénévoles.

Formaliser le bénévolat, mais pas trop

Au Québec, le bénévolat est formalisé, organisé : il existe des centres d'actions bénévoles, la Fédération des actions bénévoles, et des structures mises en place pour la promotion et la sensibilisation du bénévolat. Cette forme d'engagement est aussi mise de l'avant comme étant une plus-value pour les jeunes, pour bonifier leur curriculum vitae, précise Mme Vásquez.

Ça passe aussi par l'encadrement des bénévoles, estime Jean-François Dubé, chargé des communications à Moisson Montréal. C'est difficile, dit-il, de montrer à quelqu'un qui est ici pour une journée comment bien faire le travail pour qu'on puisse continuer à fonctionner normalement.

Mais attention, s'il y a des avantages à formaliser le bénévolat, il ne faut pas non plus aller trop loin, estime Mme Vásquez.



Il y a une tendance très lourde dans les pays occidentaux à professionnaliser le bénévolat, indique-t-elle, évoquant des procédures pour standardiser le recrutement et la gestion des bénévoles.

On est dans une logique managériale, comme pour gérer une entreprise. On y parle même de ressources humaines bénévoles, explique la professeure Vásquez.

« Quand on a une hyper professionnalisation des actions de bénévolat, il y a une partie de la nature même de l'acte comme la spontanéité et de la socialisation qui se perd. » — Une citation de Consuelo Vásquez, professeure au Département de communication sociale et publique, UQAM

Peu importe les motivations des bénévoles, ces derniers sont essentiels pour le fonctionnement de nombreux organismes.

Chez nous, à Moisson Montréal, les bénévoles qui viennent chaque jour, c'est l'équivalent de 30 employés payés à temps plein. Ce qui nous permet comme organisme de ne pas avoir à payer le salaire de 30 personnes. C'est vrai que c'est une valeur monétaire, affirme Natalie Clairoux.

Sans l'apport de ces bénévoles, je pense qu'on ne pourrait pas fonctionner. Ça représente tellement de salaires que ce serait pratiquement impossible, enchaîne pour sa part Jean-François Dubé, chargé des communications à Moisson Montréal.

Selon le Réseau de l'action bénévole, 80 % de Québécois et Québécoises s'impliquent bénévolement auprès d'un organisme ou d'individus. Quelque 41 % d'entre eux le font par plaisir ou par intérêt, alors que 37 % donnent de leur temps dans le secteur de la culture et des loisirs, y compris le sport et le plein air. Se basant sur des chiffres datant de 2018, le RABQ compte 268 millions d'heures effectuées auprès d'organismes.

Si vous pensez uniquement au troisième secteur [de l'économie], tout ce qui est organismes communautaires et milieux associatifs, vous allez trouver qu'ils sont constitués de 20 % d'employés et de 80 % de bénévoles. Une grande partie des services sociaux, de santé, est prise en charge par le troisième secteur. Parce que l'État a rapetissé et l'on voit cette délégation au troisième secteur qui s'appuie grandement sur le travail bénévole, dit encore Consuelo Vásquez.

L'exemple du monde des sports est frappant, fait-elle remarquer. Les membres du comité d'administration sont des bénévoles, les entraîneurs souvent dans les ligues mineures sont des parents bénévoles, ceux qui assurent les déplacements des équipes sont des bénévoles, en plus des associations sportives qui dépendent grandement des bénévoles.

À l'hôpital, à l'école ou dans les centres communautaires... Demandez à n'importe quel organisme : sans bénévoles, il ne pourrait pas réaliser sa mission.

[Retour à la table des matières](#)





# VIRAGE NECESSAIRE POUR ARRIVER A L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE

JOURNAL LE NORD – 15 MARS 2023 – P. 12

Par : Luc Robert

**Séance publique d'exo**

**28 mars 2023 à 19 h**

En direct de la bibliothèque Paul-Mercier à Blainville et en webdiffusion

Visitez : [exo.quebec/seancespubliques](http://exo.quebec/seancespubliques)

exo

COMMUNAUTÉ

Ferme familiale

## Virage nécessaire pour arriver à l'autonomie alimentaire

Olivier Forget, à gauche, et son frère, à droite, devant leur ferme familiale.

Luc Robert – Pour parvenir un jour à l'autonomie alimentaire, les agriculteurs du Québec devront adapter leurs procédures et convaincre la population qu'un coût additionnel sera rattaché à cette conversion.

Si le concept semble attrayant sur papier, l'appliquer consistera en de multiples défis remplis d'embûches.

« L'autonomie alimentaire, ça va se jouer avec les accords d'échanges commerciaux avec nos partenaires et les différentes cultures disponibles par région, versus les coûts. Si pour les serres, ça ne coûte pas si cher à date au niveau de l'électricité, tout peut changer rapidement. Il y a certains types d'établissements hivernaux qui ne peuvent être chauffés au gaz, au propane ou à l'huile. Une humidité doit être conservée, etc. Si ça devient une priorité du gouvernement, ça va se faire. Mais les gens trouvent déjà que le coût de l'épicerie est élevé. Que disent-ils si ça augmente encore ? Car, une portion des changements technologiques d'équipements des agriculteurs entraînera des coûts additionnels », a songé à haute voix Olivier Forget, de la célèbre ferme Forget de Saint-Jérôme.

Développer ses propres cultures ira aussi selon les spécificités de chaque région.

« Dans les Basses-Laurentides, la culture du blé, du maïs et du soya, généralement, cela se rentabilise. Selon les climats, des régions ont des spécificités. En Abitibi, c'est le foin et le grain qui fonctionnent bien. Au Lac-Saint-Jean, le canola est produit à une certaine échelle. Le maïs et les éléments affectent les cultures, surtout en les développant hors saison. Il y a aussi la bourse commerciale de Chicago, où les spéculateurs s'en donnent à cœur joie et causent des fluctuations en jouant avec le prix des

dernières. Ils transigent et les prix deviennent difficiles à prédire. »

Que les agriculteurs ou les privés, décideurs de se tourner vers l'autonomie alimentaire à petite échelle semble une solution qui se vend.

« Ça va prospérer, pour ceux qui prendront le risque alimentaire. Les petits semblent condamnés. C'est un cercle vicieux : si tu as investi à échelle moyenne, mais vas-tu vers le renfouir dans une autre culture, lorsque les prix tombent. Ceux qui n'investissent pas peuvent être pris dans un cercle vicieux, avec une seule culture, quand les prix maraichers chutent, par exemple. »

« **Ceux qui n'investissent pas peuvent être pris dans un cercle vicieux, avec une seule culture, quand les prix maraichers chutent, par exemple.** »

- Olivier Forget

De la importance d'empancher le tournant selon les capacités de chacun.

« Quand tu veux mécaniser les opérations et qu'un tracteur de 150 tonnes est rendu entre 250 000 et 300 000 \$ sur le marché neuf, tu y penses à deux fois, même aux États-Unis, où grandement tracteurs usagés et retardent les modernisations de flottes. Ils gardent leurs machines, même si les pièces ont aussi monté de façon démesurée. On est rendu à un tournant dans le milieu agricole. Si le gouvernement subventionne par exemple l'achat d'équipement, pour qu'on produise localement, moi comme est que ça se répercute sur l'impôt des particuliers, il n'y a pas moyen. Forcés dans le contexte actuel, c'est très difficile. Tu investis pour devenir autonome de cultures, cela a aussi un coût. Les Américains allongent vers l'autonomie alimentaire, mais leur modèle de production a été développé via l'exportation. Et là, tu es pris avec les accords commerciaux signés avec eux. Tu ne peux pas redéfinir la carte sans respecter ces ententes. »

**Quatrième génération**

Il y a quand même du travail à faire, les fermetiers ont besoin de poursuivre leurs opérations en développant à nouveau.

« Quand tu es plus grand, il y a toujours des économies d'échelle à faire. Mon père et moi, mes oncles, on veut poursuivre les opérations de la ferme, mais que ça s'agisse. On veut prendre de l'expansion, mais pas trop. On cultive 400 hectares en terres une seule terre, mais sans plus. On veut continuer à pouvoir nourrir notre troupeau de vaches laitières. On a établi un nouveau bunker d'ensilage à grain. On aimait améliorer le confort de nos animaux, en agrandissant l'étable. On a obtenu le permis de l'environnement. On va maintenant négocier avec Saint-Jérôme. Le milieu a changé, il faut être efficace. C'est une entreprise et il doit être rentable pour demeurer rentable. »

Olivier Forget est content de voir qu'une quatrième génération se pointe pour prendre le relais à la ferme ancestrale de son grand-père Paul André Forget.

« Mon fils Ulric a appliqué au Collège agricole de Saint-Hyacinthe l'habileté de technologie expérimentale du Québec. Il achève son secondaire. Ça s'est rendu. On veut de que les autres décident dans leur vie, au fur et à mesure. On pense à moyen terme, mais on fait attention. »

Pour parvenir un jour à l'autonomie alimentaire, les agriculteurs du Québec devront adapter leurs procédures et convaincre la population qu'un coût additionnel sera rattaché à cette conversion.

Si le concept semble attrayant sur papier, l'appliquer consistera en de multiples défis remplis d'embûches.

«L'autonomie alimentaire, ça va se jouer avec les accords d'échanges commerciaux avec nos partenaires et les différentes cultures disponibles par région, versus les coûts. Si pour les serres, ça ne coûte pas si cher (à date) au niveau de l'électricité, tout peut changer rapidement. Il y a certains types d'établissements hivernaux qui ne peuvent être chauffés au gaz, au propane ou à l'huile. Une humidité doit être conservée, etc. Si ça devient une priorité du gouvernement, ça va se faire. Mais les gens trouvent déjà que le coût de l'épicerie est élevé. Que diront-ils si ça augmente encore ? Car, une portion des changements technologiques d'équipements des agriculteurs entraînera des coûts additionnels», a songé à haute voix Olivier Forget, de la célèbre ferme Forget de Saint-Jérôme.

Développer ses propres cultures ira aussi selon les spécificités de chaque région.

«Dans les Basses-Laurentides, la culture du blé, du maïs et du soya, généralement, cela se rentabilise. Selon les climats, des régions ont des spécificités. En Abitibi, c'est le foin et le grain



qui fonctionnent bien. Au Lac-Saint-Jean, le canola est produit à une certaine échelle. Le froid et les éléments affectent les cultures, surtout en les développant hors-saison. Il y a aussi la bourse commerciale de Chicago, où les spéculateurs s'en donnent à cœur joie et causent des fluctuations en jouant avec le prix des denrées. Ils transigent et les prix deviennent difficiles à prédire.» Que les agriculteurs ou les privés décident de se tourner vers l'autonomie alimentaire à petite échelle semble une tendance qui va grandir.

«Ça va prospérer, pour ceux qui prendront le risque d'investir. Les petits semblent condamnés. C'est un cercle vicieux: si tu as investi à échelle moyenne, mais variée, tu vas te renflouer dans une autre culture, lorsque les prix tombent. Ceux qui n'investissent pas peuvent être pris dans un cercle vicieux, avec une seule culture, quand les prix maraîchers chutent, par exemple.» D'où l'importance d'emprunter le tournant selon les capacités de chacun.

«Quand tu veux mécaniser tes opérations et qu'un tracteur de 150 forces est rendu entre 250 000 et 300 000 \$ sur le marché neuf, tu y penses à deux fois. Même aux États-Unis, ils gardent leurs tracteurs usagés et retardent les modernisations de flottes. Ils gardent leurs machines, même si les pièces ont aussi monté de façon démesurée. On est rendu à un tournant dans le milieu agricole. Si le gouvernement subventionne par exemple l'achat d'équipement, pour qu'on produise localement, ma crainte est que ça se répercute sur l'impôt des particuliers. Alors ? On ne s'en sort pas. Tu restes dans le contexte actuel, c'est très difficile. Tu investis pour devenir autonome de cultures, cela a aussi un coût. Les Américains bifurquent vers l'autonomie alimentaire, mais leur modèle de production a été développé via l'exportation. Et ici, tu es pris avec les accords commerciaux signés avec eux. Tu ne peux pas redéfinir la carte sans respecter ces ententes.» Quatrième génération Plus grande ferme du secteur lafontainois, les Forget ont décidé de poursuivre leurs opérations en développant à nouveau.

«Quand tu es plus grand, il y a toujours des économies d'échelle à faire. Mon frère et moi, mes oncles, on veut poursuivre les opérations de la terre, éviter que ça stagne. On veut prendre de l'expansion, mais pas trop. On cultive 400 hectares et on loue une autre terre, mais sans plus. On veut continuer à pouvoir nourrir notre troupeau (de vaches laitières). On a établi un nouveau bunker d'ensilage à grain. On aimerait améliorer le confort de nos animaux, en agrandissant l'étable. On a obtenu le permis de l'environnement. On va maintenant négocier avec Saint-Jérôme. Le milieu a changé: il faut être efficace. C'est une entreprise et tu dois être prévoyant pour demeurer rentable.» Olivier Forget est content de voir qu'une quatrième génération se pointe pour prendre la relève à la terre ancestrale de son grand-père, Paul-André Forget.

«Mon fils Ulric a appliqué au Collège agricole de Saint-Hyacinthe (Institut de technologie agroalimentaire du Québec). Il achève son secondaire. J'ai 5 enfants. On verra ce que les autres décideront dans leur vie, au fur et à mesure. On pense à moyen terme, mais on fait attention.»  
«Ceux qui n'investissent pas peuvent être pris dans un cercle vicieux, avec une seule culture, quand les prix maraîchers chutent, par exemple.»-Olivier Forget

[Retour à la table des matières](#)



## **SANTÉ MENTALE : « ATTENTION A LA STIGMATISATION », DISENT DES EXPERTS**

RADIO-CANADA – 15 MARS 2023 – SITE WEB

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1963457/prevention-aide-proches-communaute-famille-crise-violence-amqui>

Les psychiatres Marie-Ève Cotton et Olivier Farmer rappellent l'importance de compter sur un réseau social fort en matière de santé mentale.

Des experts ont rappelé mercredi l'importance d'éviter de stigmatiser les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale à la suite des événements survenus à Amqui lundi et ont rappelé l'importance du soutien social et la nécessité d'investir en santé mentale.

C'est clair que je ne m'oppose pas à l'idée qu'on ait un filet de sécurité, qu'on soit sensible aux gens autour de nous, et les citoyens font partie du filet social, a dit la médecin psychiatre et professeure adjointe de clinique à l'Université de Montréal, Marie-Ève Cotton, qui réagissait à l'appel à la vigilance collective lancé par le premier ministre François Legault la veille.

« Je pense qu'on a une responsabilité collective, d'abord d'identifier puis d'agir pour que ces personnes-là reçoivent des services. Le gouvernement ne peut pas être dans tous les milieux à identifier chaque personne qui peut avoir des idées négatives. » — Une citation de François Legault, premier ministre du Québec

Là où ça passe moins bien, c'est du côté de l'accessibilité aux services publics.

Davantage de consultations, moins d'argent

À l'émission Tout un matin, mercredi, sur les ondes ICI première, la Dre Cotton a dénoncé le manque de ressources allouées à la santé et le manque de services en matière de traitement des dépendances ainsi que la difficulté d'avoir accès à des services publics en psychothérapie.

Je veux bien qu'il fasse un appel à la population, mais j'aimerais d'abord qu'il remplisse sa responsabilité de premier ministre et de gouvernement de rendre accessibles les services en santé mentale et les traitements des dépendances et de toxicomanie.

Les coupes dans le réseau de la santé ont des conséquences, encore aujourd'hui, particulièrement du côté de la santé mentale et de la prévention. Près de 33 % des consultations médicales concernent un problème de santé mentale, alors que ce secteur se voit octroyer le septième du budget de la santé au Québec, a évoqué la psychiatre, qui a mis en garde contre la stigmatisation des personnes souffrant de maladies mentales sur de nombreuses tribunes publiques par le passé.

« En termes de services à la détresse, si les gens demandent de l'aide et qu'on les place sur des listes d'attente... C'est là qu'il faut être conséquent comme gouvernement. » — Une citation de Dre Marie-Ève Cotton, médecin psychiatre et professeure adjointe de clinique à l'Université de Montréal

Pour appuyer ses propos, elle cite le fait que seuls 22 % des tueurs de masse avaient des problèmes de santé mentale, bien qu'ils puissent s'être trouvés en grande détresse au moment des faits.



## En détresse assurément

Le Dr Olivier Farmer, psychiatre et porte-parole de l'Association des médecins psychiatres du Québec, pense aussi qu'il faut éviter de créer des amalgames entre maladie mentale, crise et détresse. Il se peut que la personne vive de la colère, ait un désir de vengeance ou soit sous l'influence de substance sans que ce soit relié à une maladie mentale, dit celui qui pratique à l'hôpital Notre-Dame.

Très souvent, cela ne l'est pas, a-t-il expliqué à L'info maintenant sur les ondes de RDI.

Qu'on recommande aux gens d'aller chercher de l'aide quand c'est nécessaire, mais le gouvernement a sa part de responsabilité dans l'accessibilité des soins en santé mentale, et ça, je trouve qu'il ne remplit pas son mandat [à cet égard], réitère la Dre Cotton, qui pratique au Nunavut depuis des années. Elle est aux premières loges pour constater le manque de ressources, notamment dans le traitement des dépendances et des violences familiales.

De son côté, le Dr Farmer estime que l'entraide peut aussi s'avérer une bonne stratégie entre collègues ou camarades de classe, estime-t-il. Dans n'importe quel groupe, il faut avoir la notion de s'occuper les uns des autres, de ne pas créer des conflits inutiles. [...] il y a de la place pour de l'entraide, il y a de la place pour de la vigilance.

## Agir en amont

La prévention s'avère un précieux allié. Et selon la Dre Cotton, il faut voir plus large que les services en santé, il faut miser sur la prévention, réduire l'exclusion sociale et enrayer l'intimidation.

Celle-ci a mentionné des faits qu'il est bon de rappeler : 70 % des tueurs de masse sont des gens très isolés et ceux-ci ont souvent été intimidés dans leur vie, dans leur jeunesse.

[Sachant cela] qu'est-ce qu'on fait pour lutter contre l'exclusion sociale? demande-t-elle. C'est un facteur important dont on n'entend jamais parler. Qu'est-ce qu'on fait comme lutte contre l'intimidation? Ça aussi, ce sont des questions qu'on devrait se poser.

Le Dr Olivier Farmer, de l'Association des médecins psychiatres du Québec, conseille quant à lui de parler à nos proches si on voit que certains d'entre eux vivent des moments difficiles ou semblent avoir des comportements imprévisibles. Vraiment, la première chose à faire est de parler à cette personne, de voir ce qui se passe et de voir pourquoi c'est comme cela. [...] beaucoup de choses peuvent être faites par des proches.

La prévention, ce n'est pas juste bon pour les quelques jours avant qu'une personne commette ces actes-là. Ça se construit, ce genre de frustrations, qui peut-être qui va exploser [un jour]. Ça se construit sur des années, explique la Dre Cotton, qui est aussi autrice à ses heures.

[Retour à la table des matières](#)



## **DEMANDES D'AIDE ALIMENTAIRE : DES DELAIS REGRETTABLES, UNE SITUATION EVITABLE A DRUMMONDVILLE**

VINGT55 – 16 MARS 2023

Par : Eric Beaupré

<https://vingt55.ca/dmv-demands-daide-alimentaire-des-delaix-regrettables-une-situation-evitable-a-drummondville/>

Depuis le printemps dernier, le Comptoir alimentaire Drummond (CAD) est confronté à une augmentation de 25 % des demandes d'aide alimentaire. Cela représente 200 bouches supplémentaires à nourrir chaque mois. Cette augmentation est due à plusieurs facteurs, dont la pandémie, l'augmentation des prix des aliments, les salaires qui ne suivent pas les coûts de la vie et l'accessibilité à des logements abordables.

Ces défis sont exacerbés par le fait que les deux paliers de gouvernement ne subventionnent pas suffisamment l'organisme pour sa mission de soulager la faim dans la MRC de Drummond. En effet, seulement 17 % du budget de l'organisme est lié directement à sa mission. Le financement gouvernemental est essentiel pour assurer la pérennité de l'organisme et ainsi continuer à offrir des dépannages alimentaires adéquats aux familles d'ici dans un délai raisonnable.

Pour répondre à la demande actuelle, le Comptoir alimentaire Drummond doit embaucher davantage d'intervenants. Comble de bonheur, de belles candidatures sont reçues et les gens dévoués répondent aussi à l'appel.

Par contre, le financement ne suivant pas la hausse des demandes, l'organisme se retrouve à devoir composer avec des délais regrettables. « Toutes les urgences sont traitées dans les temps, mais pour les rendez-vous hebdomadaires, il est difficile de respecter l'échéancier », a mentionné Véronique Sawyer, directrice générale de l'organisme. Mme Sawyer soutient que la récupération alimentaire va bon train et qu'en termes de denrées, l'organisme arrive à répondre à la demande pour le moment. « Nous avons besoin d'argent pour bonifier nos ressources humaines et assurer la stabilité de notre équipe », a insisté la directrice.

Le Comptoir alimentaire Drummond est déterminé à continuer de travailler avec les gouvernements provinciaux et fédéraux pour trouver une solution durable à ce problème. L'équipe de l'organisme espère qu'ils entendront leur appel et prendront des mesures pour s'assurer que les organismes, comme le Comptoir alimentaire Drummond, disposent des ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins croissants de la communauté.

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action à l'international**



## **INDE: REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES PAYS DU G20**

*MSN – 2 MARS 2023 – SITE WEB*

Par : La Presse Canadienne

<https://www.msn.com/fr-ca/actualites/others/inde-r%C3%A9union-des-ministres-des-affaires-%C3%A9trang%C3%A8res-des-pays-du-g20/ar-AA1884lp>

NEW DELHI — La ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, séjourne depuis mercredi à New Delhi, en Inde, pour participer à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20.

Lors de cette réunion, la ministre entend notamment discuter avec ses homologues de défis communs, notamment la sécurité alimentaire et énergétique, la coopération au développement, l'aide humanitaire et les secours en cas de catastrophe.

L'Inde appelle tous les membres du G20 à parvenir à un consensus sur les questions qui préoccupent profondément les pays les plus pauvres. Dans une allocution vidéo, le premier ministre indien Narendra Modi a déclaré que le multilatéralisme était en crise et a exhorté les participants à la réunion à ne pas laisser les tensions mondiales actuelles détruire les accords sur la sécurité alimentaire et énergétique, le changement climatique et la dette.

Vendredi, la ministre Joly participera au dialogue de Raisina, organisé, entre autres, par le ministère indien des Affaires étrangères. Le dialogue de Raisina réunit des responsables gouvernementaux, des chefs d'entreprise, des médias et des membres de la société civile pour discuter de défis auxquels est confrontée la communauté mondiale.

Selon le Fonds monétaire international, en 2022, les membres du G20 représentaient plus de 80 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, 75 % du commerce mondial et 60 % de la population du monde.

L'année dernière, l'Inde était le dixième partenaire commercial en importance du Canada.

[Retour à la table des matières](#)





## **BURKINA FASO : PLAN INTERNATIONAL PLAIDE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE**

*BURKINA 24 – 9 MARS 2023 – SITE WEB*

Par : Akim Ky

<https://burkina24.com/2023/03/07/burkina-faso-plan-international-plaide-pour-la-securite-alimentaire/>

Face à la crise humanitaire que connaît le Burkina Faso, Plan International Burkina Faso a planifié la mise en œuvre du projet Red Alert ou Alerte Rouge, une action de plaidoyer réunissant les acteurs majeurs engagés dans le domaine de la sécurité alimentaire. Un panel s'inscrivant dans ce cadre s'est tenu ce mardi 07 mars 2023 à Manga dans le Centre-sud.

12% de la population du Burkina Faso, soit 2 618 638, ont connu une crise alimentaire entre octobre à décembre 2022, selon le Cluster SECAL de la réponse humanitaire. Selon la même source, ces chiffres pourraient passer à 3 533 220 personnes en période de soudure.

Cette situation qui fait clairement montre de l'urgence d'agir selon Plan International Burkina Faso qui a donc lancé l'initiative Alerte Rouge afin de répondre à ce besoin de sécurité alimentaire. Il s'agit d'une action de plaidoyer réunissant les acteurs majeurs engagés dans le domaine de la sécurité alimentaire selon Anika Khristy, la représentante résidente par intérim de Plan International Burkina Faso.

Son objectif est de contribuer à créer les conditions d'une synergie d'actions pour une lutte plus efficace et durable pour la sécurité alimentaire au Burkina Faso. Le panel qui se tient à Manga ce 07 mars sur le thème « Insécurité alimentaire au Burkina Faso : Défis récurrents et perspectives » est l'étape majeure du plaidoyer pour la sécurité alimentaire et c'est le tout premier de la série programmée tout au long du processus.

« En effet, ce panel va poser les bases de la conduite effective de notre plaidoyer. Lors de nos échanges, nous discuterons des défis liés à la sécurité alimentaire. Nous évoquerons par ailleurs, les rôles de chaque acteur dans une perspective de synergie d'actions pour l'atteinte de la sécurité alimentaire au Burkina Faso », a indiqué Anika Khristy.

Anika Khristy, la représentante résidente par intérim de Plan International Burkina Faso Les représentants des coopératives, des gouvernants, des jeunes, etc. prennent part à ce panel. Plan International entend impliquer tous les acteurs dans la réflexion. « Mon espoir pour aujourd'hui c'est de dégager un début de plaidoyer qui mène toutes les perspectives qui vont être engagées ensuite.

Quel message on doit envoyer à quelle audience, et quelle demande nous allons adresser à ceux qui décident et comment avancer avec l'installation de la sécurité alimentaire au Burkina Faso ? », a fait entendre la représentante résidente par intérim de Plan Internationale au Burkina Faso.

Pour Julien Ouédraogo, le Haut-commissaire du Zoundwéogo représentant le Gouverneur de la région du Centre-sud les discussions doivent contribuer à dégager les vraies pistes de solution qui pourront permettre au Burkina Faso de s'engager résolument vers la résorption durable de son cycle d'insécurité alimentaire.





Julien Ouédraogo, Haut-commissaire du Zoundwéogo représentant le Gouverneur de la région du Centre-sud

« Plan International et ses partenaires font œuvre utile. Croyez-moi, vous contribuez à la recherche de solutions pour juguler le phénomène dans notre pays. La présente action, de notre point de vue, est donc un acte salubre que nous apprécions à sa juste valeur », a-t-il laissé entendre.

Plan International Burkina, une ONG humanitaire, est engagé au Burkina Faso en faveur de la sécurité nutritionnelle, le renforcement économique des femmes et des jeunes, l'éducation, etc.

[Retour à la table des matières](#)



## **TIGRE: BLINKEN APPELLE A DETERMINER LES RESPONSABILITES DANS LES ATROCITES**

TV5 MONDE – 15 MARS 2023 – SITE WEB

<https://information.tv5monde.com/info/tigre-blinken-appelle-determiner-les-responsabilites-dans-les-atrocites-491933>

Le secrétaire d'Etat Antony Blinken a lié mercredi à Addis Abeba la reprise d'un plus grand partenariat économique avec l'Ethiopie à "la réconciliation et l'établissement des responsabilités" dans les atrocités du conflit au Tigré.

Il a par ailleurs annoncé une aide humanitaire de 331 millions de dollars pour aider les populations touchées par les violences et la sécheresse.

En visite en Ethiopie, notamment pour y renouer avec cet allié historique des liens distendus par ce conflit, M. Blinken s'est entretenu mercredi avec le Premier ministre Abiy Ahmed, puis avec des représentants des autorités rebelles de la région du Tigré, dans le nord de l'Ethiopie.

Les deux parties ont promis d'appliquer l'accord de paix signé le 2 novembre à Pretoria, qui a mis fin à deux ans de conflit meurtrier, a-t-il assuré.

"Nous appelons les (belligérants) Ethiopiens à respecter leur promesse mutuelle de créer un processus de justice transitionnelle" assurant "réconciliation et l'établissement des responsabilités", a déclaré le chef de la diplomatie américaine.

"Obtenir justice, réunir les gens, c'est faire en sorte que la paix dure (...) et que le pays reparte de l'avant", a-t-il insisté.

A mesure que l'Ethiopie progressera dans ce sens, les Etats-Unis accentueront leurs efforts vers "un engagement économique" avec Addis Abeba, a ajouté M. Blinken plus haut responsable américain à visiter le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique depuis le déclenchement de la guerre au Tigré, en novembre 2020.

En raison de ce conflit, théâtre selon Washington de crimes contre l'humanité, l'Ethiopie a été exclue en janvier 2022 des bénéficiaires de l'Agoa, initiative américaine qui exempte des pays africains de taxes à l'exportation.

M. Blinken a en revanche annoncé le déblocage de 331 millions de dollars pour "fournir un soutien vital à ceux touchés et déplacés par le conflit, la sécheresse et l'insécurité alimentaire en Ethiopie".

Elle est destinée "à tous - pas seulement un groupe ou une région", a souligné M. Blinken, indiquant implicitement qu'elle n'était pas réservée au Tigré.

Cette somme porte l'assistance humanitaire américaine à l'Ethiopie pour 2023 à 780 millions de dollars, selon le département d'Etat.

Selon l'ONU, plus de 22 millions de personnes, soit près d'un cinquième des 120 millions d'Ethiopiens, ont besoin d'aide humanitaire, en raison des violences à travers le pays ou de la sécheresse qui ravage la Corne de l'Afrique.



Dans la matinée M. Blinken avait souligné "l'objectif de renforcer la relation entre les Etats-Unis et l'Ethiopie": "Il y a beaucoup à faire. Le plus important étant probablement d'enraciner la paix" dans le nord.

"Nous avons des relations anciennes et il est temps de les raviver et d'avancer", avait de son côté lancé son homologue éthiopien Demeke Mekonnen, également vice-Premier ministre.

A l'issue d'une rencontre M. Abiy a indiqué sur Twitter avoir convenu avec M. Blinken "de renforcer les relations bilatérales anciennes entre nos pays, avec une promesse de partenariat".

Prix Nobel de la paix en 2019 pour avoir mis fin à 20 ans de guerre ouverte ou larvée avec l'Erythrée voisine, M. Abiy est, depuis le conflit au Tigré, passé aux yeux de Washington de symbole d'une nouvelle génération de dirigeants africains modernes à un quasi paria.

Abiy Ahmed a envoyé en novembre 2020 l'armée fédérale au Tigré, accusant les autorités régionales qui contestaient son pouvoir depuis plusieurs mois d'y avoir attaqué des bases militaires.

La région était alors dirigée par le Front de libération du Peuple du Tigré (TPLF), parti ayant gouverné de fait l'Ethiopie de 1991 à 2018, progressivement marginalisé par M. Abiy.

Le conflit a débordé dans les régions voisines de l'Amhara et de l'Afar, dont les forces ont soutenu l'armée fédérale, également appuyée par l'armée de l'Erythrée, ennemie historique du TPLF.

L'accord de Pretoria a été négocié et signé sous les auspices de l'Union africaine (UA), mais les Etats-Unis ont joué un rôle crucial auprès des belligérants, selon des sources diplomatiques.

Le bilan exact est difficile à évaluer mais les Etats-Unis estiment que quelque 500.000 personnes ont péri durant ce conflit, plus que depuis l'invasion russe de l'Ukraine.

Si les combats ont cessé au Tigré - dont l'accès est toujours interdit à la presse - d'autres régions éthiopiennes restent le théâtre de conflits sanglants, souvent liés au réveil, sous le gouvernement de M. Abiy, de revendications identitaires et foncières.

[Retour à la table des matières](#)



**Actualité à surveiller**



**RIEN A SIGNALER**